Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 26 JANVIER
N° 359 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

* *

Désarmement

Carter mystificateur

Carter vient de proposer de négocier la destruction des armes nucléaires. Peu auparavant, Brejnev avait fait une proposition semblable, ainsi se poursuit la comédie sinistre commencée à la veille de l'investiture de Carter : quand Carter propose la même chose, quand Cyrus Vance déclare que les Soviétiques et les Américains sont à égalité, les Soviétiques embouchent la même trompette. Qui croient-il berner ? Dans le même temps Brejnev annonce un renforcement des productions d'armements, dans le même temps Mondale annonce que les USA vont appesantir leur tutelle sur l'Europe et renforcer l'OTAN. Les fleurs de paix qu'ils se lancent ne cachent pas les canons de la guerre dont ils menacent l'Europe pour s'en disputer le contrôle.

G.C.

Giscard à Ryad

Vains appels à la cohésion de la droite

Voir p. 3

- **CC du PCF : crainte d'un renversement d'alliance**
- **Renault - Billancourt : unanimité des grévistes pour la poursuite de la lutte p. 5**
- **Chou en Lai : un grand révolutionnaire prolétarien p. 7**

ESPAGNE

- *7 PERSONNES FUSILLÉES PAR LES FASCISTES : 5 MORTS, 2 BLESSÉS*
- *COMMUNIQUÉ COMMUN GOUVERNEMENT-OPPOSITION BOURGEOISE*

GREVE GENERALE AUJOURD'HUI

OBSÈQUES DES VICTIMES CET APRÈS MIDI

PAR TÉLÉPHONE DE MADRID

Lundi soir, à 11 H, plusieurs individus, dont deux armés de mitraillettes, sonnent à la porte du cabinet d'avocat de la rue d'Atocha à Madrid. Là sont réunis plusieurs ouvriers des transports, Angel Rodriguez Leal, ouvrier licencié de la Telefonica, employé du cabinet, ouvre : il est assassiné sur le coup. Les individus rentrent alors dans l'appartement, ils ordonnent à tous les occupants de se rassembler contre le mur et ils déchargent sur eux cinquante-six balles de leurs chargeurs. Deux avocats meurent sur le coup, Luis Javier Benavides et Enrique Valdelvira Transporté à l'hôpital, un quatrième Javier Sauquillo meurt de ses blessures. La femme de ce dernier, Dolores Gonzalez Ruiz, avait été la fiancée de Enrique Rubano, étudiant défenestré par la police lors de l'état d'exception de 1971.

Holgado Serafin est mort dans l'après midi, Minguel Zarabia, atteint de nombreuses perforations intestinales est dans un état désespéré, seul Alejandro Ruiz Huerta dont l'état est très grave et qui n'a été atteint que par ricochet semble pouvoir sauver sa vie.

Suite p. 7

BRIGADE ANTI-VOL DANS LES POSTES

Hausse déguisée des tarifs, surveillance accrue des postiers

«Une assurance spéciale pour protéger vos colis du vol». C'est ce que nous promet le secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications. Après les 7,69% de hausse du téléphone qui sont en l'air, voici donc «l'assurance paquet-postés». Pour mieux protéger encore nos précieux envois, c'est toute une brigade d'inspecteurs qui va être montée sur pied. Une milice permanente en somme, dont la fonction sera de surveiller les postiers. Une milice que les usagers payeront enplus en payant une hausse déguisée...

Voir p. 6

AMISOL (Clermont-Ferrand)

SURVIVRE AVEC 300 F PAR MOIS

Voir p. 6

DEPUIS MARDI SOIR, LES CHEMINOTS ONT OUVERT LA VOIE DES JOURNÉES D'ACTION CONTRE LE PLAN BARRE

Voir p. 4

Barre au contact des réalités

MANIFESTATIONS SUR TOUT SON PARCOURS

Barre voulait connaître ce qu'il appelle «la France profonde», en faisant son voyage dans la région Centre. Il a été servi. Manifestations lundi, et manifestations hier sur tout le parcours. A tel point que le convoi officiel a dû être détourné à travers la Sologne, et qu'à Aubigny, en Sologne, plusieurs milliers de paysans étaient présents. Le visage que veut se donner le premier ministre en cherchant le dialogue avec les manifestants ne peut faire illusion. Barre est certes prêt à écouter tout le monde, mais il n'entend que ce qu'il veut bien entendre : c'est-à-dire ni les revendications ouvrières, ni les revendications paysannes. En dehors de l'opération politique du voyage consistant à s'affirmer comme chef de la «majorité», Barre aura eu dans le Centre un résumé de la situation du pays : à Bourges, des patrons qui attendent des aides de l'Etat, à Orléans, des notables qui disent oui mais au gouvernement actuel, et partout, les travailleurs déterminés à montrer leur colère.

Voir p. 4

POLITIQUE

réélection des conseils régionaux

• DES POUVOIRS LIMITÉS
• UNE TRIBUNE D'AFFRONTEMENT DES PARTIS BOURGEOIS

Par Serge LIVET

Les 21 conseils régionaux mis en place par la loi du 5 juillet 1972, élisent actuellement leurs présidents. En Lorraine, en Aquitaine où J.J. Servan Schreiber et Chaban Delmas respectivement ont été réélus, les scrutins ont été particulièrement suivis. En Lorraine, parce que l'élection opposait Servan Schreiber, partisan d'un «pouvoir régional» à Messmer, tenant d'un Etat très centralisé, en Aquitaine parce que la réélection de Chaban Delmas était loin d'être assurée, l'ancien premier ministre l'a emporté avec une marge plus large que prévue grâce à quelques voix de gauche ralliées notamment sur la base de ses positions «régionalistes».

Un peu plus de quatre ans après l'adoption de la réforme régionale, les divergences semblent donc subsister au sein de la bourgeoisie entre partisans et adversaires du «pouvoir régional».

Alors que ce débat sur le pouvoir des institutions régionales se poursuit, la loi du 5 juillet 1972, promise selon ses promoteurs à une extension certaine, marque le pas. Giscard d'Estaing lui-même, pourtant favorable avant son accession à la présidence, au pouvoir régional, a clairement délimité les compétences des instances régionales, et prépare dans le cadre du rapport Guichard sur les collectivités locales, des réformes qui ne laissent plus guère de place à la région.

Les premiers découpages régionaux sont nés de la nécessité d'adopter les divisions administratives instaurées par la révolution de 1789 : communes et départements. Pour l'aménagement capitaliste du territoire, son administration, sa défense et le maintien de l'ordre bourgeois, d'autres divisions sont nécessaires : régions militaires, académies... En 1938, sont instituées vingt régions économiques. Le développement capitaliste va créer et accentuer les disparités entre régions : agricoles ou industrielles, réservoirs de main-d'œuvre... Le régime de Vichy reprend la division en provinces de l'ancien régime pour assurer un quadrillage policier. Développement économique et maintien de l'ordre sont les deux fonctions essentielles dévolues aux régions par la bourgeoisie, quelle que soit l'époque.

A la Libération, des préfets de régions à la tête des 18 régions sont remplacés par des commissaires de la République qui sont eux-mêmes remplacés après les grandes grèves de 1947 par les IGAME, «inspecteurs généraux de l'administration en mission extraordinaire» dont le rôle essentiel est le maintien de l'ordre. En 1955, un décret institue les programmes d'action régionale, traduction de la planification en terme régional. En 1959, le pouvoir confond la circonscription administrative (IGAME) et la région économique.

Le 14 mars 1964, un important décret définit la région comme un «relais entre le pouvoir central et le département» et crée les préfets de région qui sont dotés de pouvoirs, supérieurs à ceux des préfets de départements dont ils contrôlent l'activité. Ils sont assistés par les CODER (Commission de Développement Economique Régionale), organe consultatif composé de représentants des organismes patronaux et des organisations syndicales.

LE PROJET GAULLISTE

Le projet de réforme régionale de 1969 s'inscrit donc dans une continuité, c'est néanmoins un pas plus important que les précédents, car il transforme les régions, simples circonscriptions administratives, en *«collectivités territoriales»* au même titre que les communes et les départements. En tant que collectivité territoriale, la région pouvait posséder son propre domaine, ses propres ressources, créer ses services, saisir la justice. Ses compétences étaient élargies : gestion d'équipements socio-culturels, infrastructure routière et économique. A la tête était prévu un conseil régional sur le modèle de celui qui fonctionne actuellement avec pouvoir délibératif, le pouvoir exécutif étant aux mains du préfet de région. Ce projet soumis aux électeurs par référendum le 27 avril 1969, en même temps qu'un projet de réforme amputant le Sénat d'une part importante de ses attributions, fut repoussé. Ce fut le prétexte saisi par une partie de la bourgeoisie pour se débarrasser de De Gaulle, après la crise de mai 68, et dont la politique extérieure ne correspondait plus à la situation devenue fragile, de l'impérialisme français sur la scène internationale.

En 1972, Pompidou fait adopter une nouvelle réforme nettement en retrait par rapport au projet de 1969. Elle entre en application en septembre 1973, après promulgation des décrets d'application qui l'interprètent dans un sens restrictif.

LES PRÉSIDENTS DES CONSEILS RÉGIONAUX ÉLUS EN 77

Basse-Normandie : Jozeau-Marigné	A succédé à d'Ornano (RI) en 75
Pays-de-Loire : Guichard (RPR)	réélu
Champagne-Ardennes : Sourdille (RPR)	Réélu
Nord-Pas-De-Calais : Mauroy (PS)	Réélu
Lorraine : Servan Schreiber [illegible]	a succédé à Vilmain (UDR) en 76
Poitou-Charentes : Fouchier (RI)	réélu
Aquitaine : Chaban-Delmas	Réélu
Alsace : Schiele (CDS)	succède à Bord (RPR) avec son accord

LA LOI DU 5 JUILLET 1972

La loi du 5 juillet 1972 instituant les régions n'a pas crée de pouvoir régional, les attributions des régions sont des plus limitées.

Les régions ne sont pas définies comme des collectivités territoriales, mais comme des établissements publics, dénués donc de pouvoir.

LES CONSEILS RÉGIONAUX

Ce sont des assemblées délibératives. Le conseil vote le budget de la région, qui est préparé par le préfet de région.

Il est composé de députés et de sénateurs de la région, de représentants des collectivités locales élus par les conseils généraux et de représentants des agglomérations désignés en leur sein par les conseils municipaux.

LES COMITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Ils sont composés de représentants d'organisations professionnelles et syndicats représentatives des patrons et des employés, des représentants des agriculteurs et des représentants des chambres de commerce et d'industrie de l'agriculture et de métiers.

Le comité est consulté sur les affaires soumises au conseil régional.

Les contradictions dans la bourgeoisie

Du projet gaulliste de 1969 au rapport Guichard

Un partisan farouche d'un pouvoir central sans partage comme Debré admet une certaine décentralisation des pouvoirs aux régions. Il a même présenté un projet de découpage de la France en 40 régions. A l'opposé, Servan Schreiber, défenseur de la régionalisation, se contente aujourd'hui de la timide réforme de 1972. De Gaulle a présenté un projet de réforme régionale sensiblement plus avancé que la loi de 1972, et Giscard, partisan en 1969 de l'élection au suffrage universel des conseils régionaux, donne en 76 un coup d'arrêt à la régionalisation ! Il est clair que sur cette question précise, les points d'accord entre fractions de la bourgeoisie l'emportent sur les points de désaccord. Ce n'est pas, pour l'essentiel, sur la réforme régionale, que s'affrontent aujourd'hui les politiciens bourgeois. L'accord est unanime sur la nécessité de la décentralisation régionale, indispensable à une plus grande emprise du capitalisme sur l'ensemble du territoire. L'accord existe aussi sur les limites supérieures de cette «régionalisation» : tutelle du préfet de région, pas d'expression des revendications régionalistes, stricte limitation des compétences des régions aux questions économiques, scolaires, de culture, d'urbanisme... à l'exclusion de ce qui touche aux orientations de politique générale.

Les points de désaccord s'articulent autour de trois axes :
- mode d'élection des conseils régionaux
- étendue des compétences de ces conseils
- statut des institutions régionales : établissements publics ou collectivités régionales.

Dès 1969, les contradictions sur ces questions ont évolué, un déplacement s'est produit entre les tenants des différentes thèses, le point de vue dit «régionaliste» a perdu beaucoup de ses partisans.

En 1969, De Gaulle, au lendemain des grandes luttes de mai 1968 avance la réforme régionale comme moyen de replâtrage du modèle de collaboration de classe et comme instrument pour pousser l'industrialisation sur l'ensemble du territoire. L'existence d'instances régionales permettrait au pouvoir central de faire l'économie d'un certain nombre de conflits grâce à une illusion de concertation régionale, afin de neutraliser les résistances réactionnaires des notables locaux, aux projets d'industrialisation et de modernisation du capitalisme.

LES OPPOSITIONS AU PROJET DE 1969

Les opposants au projet gaulliste de 1969, Servan-Schreiber, Giscard d'Estaing, Pisani notamment, demandent plus de pouvoirs et une élection au suffrage universel des conseils régionaux. Ce sont en même temps, des partisans de l'intégration européenne et d'un infléchissement vers l'atlantisme. Ils escomptent par le biais d'une plus grande autonomie des régions, favoriser la pénétration des capitaux étrangers, allemands et US notamment, et à partir de leurs bases régionales saper le pouvoir gaulliste. Tels étaient les points de vue et les intentions des opposants au projet gaulliste en 1969.

VERS L'ENTERREMENT DE LA RÉFORME

De Gaulle déboulonné, la politique extérieure devenait plus favorable à l'intégration européenne et l'atlantisme, ils n'avaient même plus les mêmes raisons de réclamer autant de pouvoirs aux régions. De plus, un élément allait contribuer à modifier les positions sur cette question. Il s'agit de la montée des revendications populaires régionalistes, contre la centralisation bureaucratique du capitalisme qui désertifie certaines régions, étouffe la culture populaire et contraint à l'exode le peuple des régions. Les manifestations et les luttes se sont développées en Bretagne, en Corse, dans le Languedoc, rendant explosive pour la bourgeoisie la question régionale.

Enfin, depuis 1969, la bourgeoisie est entrée dans une grave crise politique dont les revendications régionalistes sont une composante. La plus grande fragilité du pouvoir central ne l'incite pas à la décentralisation politique. Aujourd'hui, le pouvoir avec le rapport Guichard, a un nouveau projet, envisageant la décentralisation dans certaines limites à préciser sur la base du département et des communes. Dans un premier temps, les institutions régionales seraient gelées en l'état actuel, dans un second temps, il est envisagé de créer de nouvelles circonscriptions intermédiaires entre les régions et les départements cumulant leurs attributions. Mais il ne s'agit là que d'un projet à long terme qui rencontre déjà l'opposition de nombreux maires de communes rurales. Une chose cependant est certaine, la bourgeoisie au pouvoir, dans sa majorité, a enterré la régionalisation.

LES PARTISANS DE L'ÉLECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Il ne reste actuellement que Chaban Delmas et les partis de gauche, avec des nuances pour défendre l'élection des assemblées régionales au suffrage universel. Mais ce n'est pas pour permettre aux travailleurs de «vivre et travailler au pays», leur projet vise uniquement à récupérer les revendications régionalistes pour conforter leurs propres bases locales. Sur le modèle de développement et l'aménagement du territoire, leurs propositions ne divergent pas fondamentalement de celui du pouvoir actuel, et dans un cas comme dans l'autre, les masses populaires des régions ne sont pas maîtres du développement de leur région.

DISCOURS DE DIJON DU 24 NOVEMBRE 75 :

Un tournant ?

Le 24 novembre 1975 constitue un tournant important dans la position de Giscard d'Estaing sur la réforme régionale. Avant cette date, il passait pour un partisan d'une plus large autonomie des régions, et certains tels Servan-Schreiber le pressaient d'engager des réformes en ce sens. Prenant la parole à Dijon, Giscard d'Estaing maintient la décentralisation dans les limites de la loi de 1972, encore l'interprète-t-il restrictivement puisque, pour lui, la décentralisation doit reposer principalement sur la commune et le département, la région n'étant qu'un échelon de coordination du développement économique.

«Le rôle de la région n'est pas d'administrer elle-même, ni de gérer elle-même, ni de substituer son intervention au pouvoir de décision des collectivités locales, il est d'assurer à un échelon approprié la coordination de notre développement économique... La France n'est pas assez riche pour être le seul pays du monde à avoir quatre échelons d'administration, communal, départemental, régional et national. Elle est trop divisée pour vouloir introduire là où règnent la réflexion et la concertation de nouvelles joutes politiques».

Plus loin, Giscard affirme que c'est *«l'échelon du département qui est par excellence le siège de l'administration concertée du territoire, et qui doit être affirmé et outillé comme tel».*

Le Comité Central du PCF sur les municipales

CRAINTE D'UN RENVERSEMENT D'ALLIANCE

Le Comité Central du PCF réuni lundi a consacré ses travaux aux municipales. La situation apparaît préoccupante pour le PCF à deux mois des élections, pour deux raisons :

• Les désaccords subsistent avec le PS sur la composition des listes dans 31 villes de plus de 30 000 habitants et dans 49 villes de 9 000 à 30 000 habitants.

• L'accentuation des contradictions au sein de la «majorité» pose à terme l'éventualité d'un retournement d'alliance.

C'est cette seconde question que Gremetz, membre du bureau politique, a examiné en premier dans son rapport au Comité Central.

Contre toute évidence Gremetz a maintenu qu'il n'y avait pas de divergences au sein de cette coalition mais partage des rôles :

«La guerre civile serait décrétée au sein de la majorité. On parle de division et d'affrontement. Rien n'est plus contraire à la réalité.

L'essentiel est dans l'accord profond et total entre Giscard d'Estaing et Chirac et tous les partis de la majorité pour assurer la poursuite de la politique du grand capital.

Il n'y a aucune divergence entre les forces de droite, qu'elles soient RI, RPR ou centristes».

INQUIÉTUDES DEVANT UN POSSIBLE RENVERSEMENT D'ALLIANCE

Toutefois, à côté du rabâchage de ces positions, filtre une inquiétude sur l'avenir qui prend en compte à demi-mots des déclarations de Mitterrand sur *«le PS pierre angulaire de toute construction politique»* et la possibilitée envisagée par Giscard d'un gouvernement de coalition avec le PS pour le lendemain des municipales :

«Giscard d'Estaing qui veut se présenter comme une sorte d'arbitre au-dessus des partis, (...) tente de se placer dans une position où il pourrait, quoiqu'il arrive, prendre appui sur une construction politique susceptible d'assurer la poursuite des objectifs du grand capital». Et Gremetz d'ajouter : *«Il serait donc dangereux et illusoire de considérer qu'il suffit aujourd'hui d'attendre l'arme au pied l'échéance de 1978 pour aller au changement».*

C'est le PS qui est visé, un PS qui observe avec intérêt l'éclatement de la coaltion gouvernementale, attend son heure pour apporter sa *«pierre angulaire»* à une nouvelle construction politique, avec ou sans le PCF. D'où l'inquiétude grandissante du PCF, et son obstination à répéter que la droite est unie.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue de ce Comité Central, Marchais a dû reconnaître que les divisions de la droite divisaient la gauche .

DEUX FICTIONS QUI MARCHENT ENSEMBLE

«Je crois sincèrement que nos amis socialistes se trompent dans leur analyse. Et c'est sérieux parce qu'une mauvaise analyse ne pourrait que conduire à sous-estimer l'ampleur de l'opération engagée par la droite et cela pourrait se retourner contre la gauche.

Nous sommes, nous les communistes, pour mener la lutte résolue contre la droite coalisée qui comprend Giscard-Chirac-Poniatowski-Lecanuet et tous les autres. Il n'est pas question pour nous d'être d'accord avec l'une ou l'autre de ces forces qui sont toutes aussi réactionnaires les unes que les autres».

En maintenant la fiction d'une droite parfaitement unie, le PCF veut maintenir l'illusion d'une union de la gauche soudée, et dissiper les inquiétudes de nombreux travailleurs et militants du PCF sur l'avenir de cette coalition.

Pourtant, comme le montrent les négociations pour les municipales, les accords passés sont loin d'être traduits dans les faits, maintes contradictions apparaissent entre un PS qui veut réduire l'influence du PCF et ce parti qui est obligé de faire concession sur concession pour maintenir une construction politique dont il n'est pas le maître, mais sans laquelle il ne peut parvenir au pouvoir.

S. LIVET

A Marseille

LES EX-ALLIÉS DE DEFFERRE SONT TÊTES DE LISTES AVEC LE RPR ET LE PFN

CDS (Centre des Démocrates Sociaux), RI, RPR, CNI (Centre National des Indépendants), les fascistes du PFN, radicaux-socialistes et quelques personnalités encore inconnues sont regroupés sur les listes «Majorité Avenir» dirigées par Marcel Pujol, député RPR. Leur mot d'ordre unitaire : *«Une équipe unie, un programme à l'échelle humaine pour préserver Marseille de la mainmise socialo-communiste».*

On retrouve, dans les têtes de listes, des noms chers à Defferre. Quelques exemples :

- Jacques Zattara conseiller régional, président des Bouches-du-Rhône du CDS, élu conseiller municipal en 71 dans le premier secteur... sur les listes de Defferre ;
- Jean Goudareau, président départemental du CNI, ex-adjoint de Defferre ;
- Jean Chelini, le «détourneur de plantes vertes», secrétaire national du CDS, secrétaire général de Marseille-Avenir, et... ex-adjoint de Defferre ;
- J.C. Gaudin, président départemental des RI, élu conseiller municipal en 71, avec Chelini dans le quatrième secteur avec... Émile Loo, secrétaire de la Fédération des Bouches-du Rhône du PS.

Tout ce beau monde ira applaudir Chirac, le 28 janvier, comme ils ont appris à le faire en février 71 dans les meetings de ... Defferre.

Giscard à Ryad

Vains appels à la cohésion de la droite

Devant la communauté française de Ryad, Giscard d'Estaing a évoqué en termes voilés, mais suffisamment clairs, la division de la droite dont la manifestation la plus spectaculaire est la bataille pour la mairie de Paris. Il n'a cependant pas nommé ceux à qui il décochait ses critiques, même si visiblement c'est Chirac et le RPR qui sont visés. Affaibli par les divisions de sa «majorité», obligé de se ménager le soutien d'une formation, le RPR qui est la majorité de la «majorité», Giscard est condamné à manœuvrer dans l'ombre. Il désigne d'Ornano comme candidat à la mairie de Paris, mais ne peut pas en prendre publiquement la responsabilité. Il condamne l'initiative de Chirac, mais ne le dis pas clairement et par là même donne la possibilité au chef du RPR de prétendre que son entreprise n'est pas désapprouvée par l'Élysée et correspond à la conception du chef de l'État sur le «pluralisme de la majorité».

Giscard apparaît de plus en plus comme prisonnier des contradictions de sa «majorité», réduit à la défensive, incapable de se lancer lui-même dans la bataille. Il avait pu éviter cette situation dans les deux premières années de son septennat tant que Chirac était son premier ministre. L'aggravation de la crise a fait s'accentuer les divergences entre Giscard et Chirac sur la meilleure façon d'y remédier entraînant la démission de Chirac et son offensive pour préserver le poids de l'UDR et empêcher une alliance Giscard-Mitterrand.

Les déclarations de Giscard à Ryad traduisent son impuissance à surmonter les contradictions de la coalition sur laquelle il s'appuie. Dans ces conditions, ses appels à la «cohésion» sont condamnés à demeurer sans écho.

Déclaration de Giscard à la communauté française de Ryad

«Quand on est comme vous des Français à l'étranger, on aperçoit les problèmes de la France sous une lumière différente. Quand, comme vous, on voit la place de la France dans le monde, on ne peut que s'attrister des divisions, des rivalités personnelles, dont la France offre trop souvent le triste spectacle».

«Je pense pour ma part que si nous voulons servir l'intérêt national, ce n'est pas dans la division, ce n'est pas dans l'ambition que nous pouvons espérer trouver les réponses. C'est beaucoup plus dans la solidarité, l'unité, la cohésion».

LE PLAN BARRE ET LA CRISE -11-

DES PERSPECTIVES INCERTAINES

Grogne chez les patrons, inquiétudes dans diverses couches d'appui à la majorité constituent un aspect des difficultés du pilotage de l'économie par le gouvernement.

Mais depuis Noël un tournant apparait toutefois dans la propagande de la bourgeoisie. Après s'être fait complaisamment l'écho du «pessimisme» des chefs d'entreprise les grands moyens d'information soulignent le retour de la «confiance». La récente assemblée générale du CNPF en témoigne, de même que les déclarations de Chirac sur son soutien à la politique économique du gouvernement. Cela traduit le fait que le «grand patronat», après avoir fait pression sur l'Etat pour disposer du soutien (selectif) nécessaire à son développement, a eu pour l'essentiel gain de cause. D'autre part, la fermeté de Barre sur la question des salaires (notamment dans les secteurs publics et nationalisés), sur les projets de réforme de la Sécurité Sociale, sur la répression des luttes (multiples interventions des CRS contre les usines occupées), rassurent l'ensemble de la bourgeoisie. Mais les réticences subsistent d'autant plus de façon souterraine, d'autant plus que le «climat politique», loin de s'améliorer, à tendance à se dégrader dans la majorité à la suite de «l'offensive Chirac». Si bien que la véritable inquiétude au sein de la bourgeoisie se concentre maintenant sur les problèmes politiques : quelle est la meilleure tactique pour barrer la route à l'union de la gauche ? Des élections anticipées sont-elles maintenant inévitables ?... Si bien que la propagande actuelle sur le retour de la confiance ressemble fort à la méthode Coué : persuader que tout va bien pour que tout aille bien !

L'ENJEU DES LUTTES

Mais il est certain que le principal facteur qui pourrait remettre en cause la politique gouvernementale réside dans la lutte résolue contre la politique de crise. Si la volonté de lutte reste vive chez les travailleurs, contrairement à ce que voudrait faire croire E. Maire pour masquer la véritable responsabilité des directions syndicales, les perspectives (ou plutôt l'absence de perspectives de luttes) offertes par les partis de l'union de la gauche et les directions syndicales amenuisent les risques pour la bourgeoisie d'une remise en cause radicale immédiate de son action. Et pourtant, on peut imaginer, dans ce climat d'instabilité, de tension, de défiance qui règne au sein de la bourgeoisie, l'aggravation de la crise politique qu'entraînerait le développement des luttes résolues. Car si aujourd'hui, dans un contexte de conflits sociaux morcelés, circonscrits, la bourgeoisie réalise facilement son unité sur une politique d'intransigeance face aux travailleurs, il n'en serait plus de même face à une «explosion sociale». Il est probable que, dans une combinaison complexe de préoccupations électorales et d'objectifs économiques, la bourgeoisie verrait ses divisions s'approfondir et la belle «confiance» dans le plan Barre voler en éclats.

Une telle perspective n'est pas aujourd'hui une réalité. Mais elle est potentielle ; et la bourgeoisie le sait. Cela ne peut qu'aggraver ses incertitudes.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Dans l'immédiat (jusqu'à la fin février) une certaine stabilisation est probable pour les prix : l'opération TVA va masquer pour un temps les hausses des prix et fournir des indices meilleurs jusqu'à la campagne sur les municipales. Mais dès le mois de mars, la situation devrait se renverser. Quant au **chômage** il va continuer à se développer lentement, malgré les espoirs qu'a la bourgeoisie d'une amélioration de la production liée à la relance aux USA et en RFA. Car, même si par un certain nombre de coups de pouce le gouvernement arrive à éviter une récession, la **restructuration** qui est à la base du plan Barre jettera des milliers de travailleurs à la rue. Et dans les mois à venir nous allons avoir droit à une intense campagne sur la nécessaire **mobilité** des travailleurrs, pour tenter de faire admettre ces licenciements. Victime du chômage, la classe ouvrière sera également profondément affectée par le **blocage des salaires** qui constitue le seul véritable point d'accord au sein de la bourgeoisie.

Michel FLORAC

Fin

POLITIQUE

• CHIRAC DECRISPE : *En réponse aux attaques voilées de Giscard contre sa candidature à la mairie de Paris, Chirac a tenté hier d'esquiver le coup et de décrisper. Il a expliqué que sa candidature s'inscrit dans le pluralisme de la majorité tel qu'il a été défini par Giscard au cours de sa réunion de presse, avec des primaires au premier tour et un accord au second tour sur le mieux placé.*

Il a refusé de considérer les propos de Giscard à Ryad comme des attaques. Il désamorce ainsi la riposte de Giscard pour pouvoir continuer de présenter son action comme conforme à l'orientation présidentielle.

La prudence de Chirac répondant d'ailleurs à la prudence de Giscard, signifie que si la bataille est engagée entre les deux composantes de la majorité, l'heure n'est pas encore à une rupture totale.

• Les deux organisations trotskystes «Lutte Ouvrière» et «LCR», ainsi que l'OCT ont décidé de former un cartel pour déposer ensemble des listes aux prochaines élections municipales. Plus d'une dizaine de villes où de telles listes devraient être déposées, ont été déjà arrêtées.

•FIZBIN, TÊTE DE LISTE DU PCF A PARIS : *Fizbin a été désigné pour être tête de la liste municipale du PCF à Paris. Au cas où la gauche serait majoritaire et au sein de la gauche, le PCF, Fizbin serait candidat à la mairie de Paris. Fizbin est secrétaire de la fédération de Paris du PCF.*

•LYON : SOUSTELLE SUR LA LISTE DE COLLOMB ? : *Collomb accueille Soulier sur ses listes (celui-ci avait démissionné du PS). Il ne veut pas de député sur ses listes — car il pense qu'ils ne sont pas disponibles — et pas de gens politisés. Localement, le RPR soutient Collomb mais non sans mal puisque Jérôme Monod qui s'est entretenu avec Collomb, a demandé de faire de Soustelle son futur adjoint aux Beaux-Arts. Soustelle devait rencontrer hier mardi, Chirac à Paris.*

LE MEPRIS DES TRAVAILLEURS ET LES MENACES DE BARRE

3 000 travailleurs manifestant lundi à Orléans, 2 000 paysans hier à Aubigny, des centaines à Chabris et Bourges, partout dans la région Centre, Barre aura pu constater ce que pensent les travailleurs de son plan et de sa politique... A part l'image de marque que la propagande gouvernementale va essayer de lui construire, celle d'un chef de la «majorité» dynamique, au cœur des problèmes et plein de fermeté et d'esprit de dialogue à la fois, hormis donc cette image préparée à l'avance, Barre n'aura pas ramené grand chose de son périple. Aux requêtes de Sudreau, président du conseil régional et auteur d'une réforme de l'entreprise encore dans les tiroirs, évoquant les 42 entreprises menacées de fermeture entrainant ainsi le chomage pour 6 000 travailleurs supplémentaires, le premier ministre a répondu qu'il «n'était pas intéressé par une solution temporaire du problème de l'emploi». Aux élus locaux qui demandaient des crédits pour aider les initiatives de la région en matière de contrats ruraux, Barre n'a pu que répondre qu'il «étudierait les dossiers», ce qui revient en clair à dire non. Aux 200 patrons de grosses et petites entreprises, réunis hier soir à Bourges, Barre a répété les grands traits de son plan, tout en incitant, une fois de plus, à la plus grande intransigeance vis à vis des travailleurs : il l'a répété aussi en ce qui concerne les grèves actuelles «le droit de grève existe. Les grèves auront lieu, mais la politique du gouvernement ne changera pas !».

QUELS PAYSANS DANS LE CENTRE ?

La «rencontre» avec les paysans solognots à Aubigny n'était bien sûr, pas prévue. D'après le programme officiel du voyage, Barre devait évoquer les problèmes de l'agriculture, mais de quelle agriculture dans la région centre ? Quels sont les points communs entre les éleveurs du Cher, les gros capitalistes agrariens de la Beauce ou les paysans réduits à la misère dans le Giennois, ou en Sologne ?

La gène du premier ministre devant la manifestation paysanne n'était pas seulement dûe au fait que les paysans «vociféraient» selon les termes élégants de Barre ! Cette gène était due aussi à la politique gouvernementale en matière d'agriculture, qui réduit les paysans pauvres à la misère totale, comme le rappelaient les cercueils de la paysannerie solognote que portaient les manifestants.

LUTTES OUVRIÈRES

Fonction Publique

KRASUCKI SE FÉLICITE À L'AVANCE... POUR ÊTRE PLUS SÛR

Afin de valoriser, autant que faire se peut, la vague de journées d'action qui commence, à partir d'aujourd'hui, à venir secouer l'application du Plan Barre dans la Fonction Publique, Krasucki revient encore une fois sur «les caractéristiques de ces mouvements». Décidément, il faut croire que sa récente prestation à Renault-Flins n'a guère eu l'effet de «clarification» (et surtout de «mobilisation») escompté... Monsieur Krasucki fait des efforts pour expliquer *«l'ampleur exceptionnelle et le caractère largement unitaire»* des mouvements annoncés. C'est s'appuyer sur la très exceptionnelle participation de FO, effectivement, pour grossir les chiffres des futurs bulletins de *«victoire»* que la CGT publiera après le retour souhaité en bon ordre des Fonctionnaires à leurs bureaux, des cheminots dans leurs gares, des postiers à leurs centres de tri, une fois accomplies les 24 heures de rigueur !

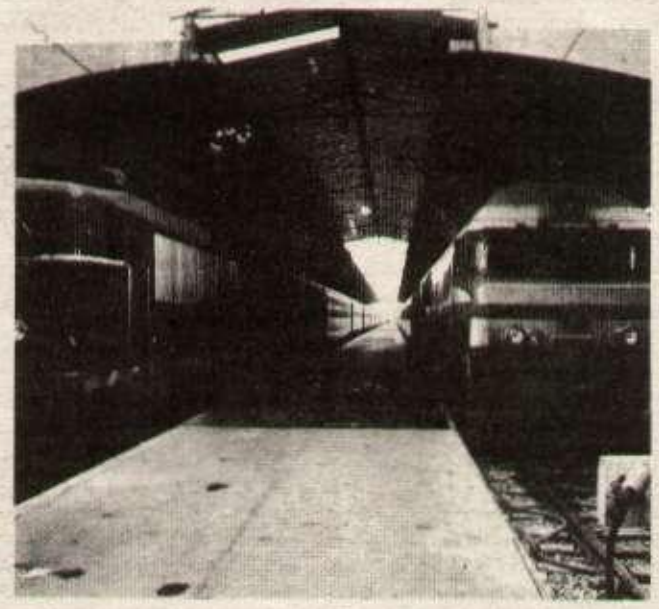
Car n'aurait-il pas surtout à convaincre ceux qui se battent habituellement en première ligne, les travailleurs combatifs, les syndicalistes de lutte de classe ? C'est à eux, sans nul doute, qu'il prend soin d'indiquer : *«Chaque chose en son temps. Nous n'allons pas, pendant des mois, renoncer à la défense des revendications des travailleurs, parce que sont annoncées des échéances électorales»*... On aurait besoin, pour croire à ce «N'attendons pas 78» révisionniste, de comprendre pourquoi déjà les travailleurs de la Fonction Publique partent en ordre dispersé (les cheminots sont invités à reprendre le travail le jour où démarrent les postiers !) et pour se voir appeler à rentrer presque aussitôt au travail... Et pourquoi la CGT enterre-t-elle déjà la bataille salariale de la Fonction Publique (avant même qu'on puisse dire qu'elle ait vraiment eu lieu) sous l'objectif mal défini de *«points chauds de la lutte pour l'emploi»* CGT et CFDT annoncé pour février. Salaires et emplois sont pourtant deux fronts à tenir en même temps contre Giscard-Barre ! De fait, ce que cherche le P«C»F par le biais de la CGT aujourd'hui, c'est faire monter les enchères à gauche, en maintenant à son profit une agitation minimum, destinée essentiellement à souligner que le mécontentement signifierait un soutien politique au Programme Commun.

S. R.

LES CHEMINOTS OUVRENT LA SÉRIE DES JOURNÉES D'ACTION

Première de la série des journées d'action programmées par les fédérations syndicales dans le secteur public et nationalisé, la grève des cheminots a démarré hier soir à 20 h. Elle devra, selon les préavis déposés, durer toute la journée d'aujourd'hui, après quoi ce sont les postiers qui seront invités à leur tour à cesser le travail pour 24 h demain. Puis, entreront tour à tour en scène dans les jours qui vont suivre, les enseignants, les mineurs, les électriciens et les gaziers, etc... Tout cela dans le cadre fixé de ce que Séguy et Maire dénomment «actions coordonnées» contre le plan Barre et le verrouillage de la politique d'austérité appliquée à la renégociation des contrats 77.

Pourtant, si les cheminots qui engageaient l'action hier, ne nourrissaient guère d'illusions sur la possibilité que cette grève fasse sauter le blocage des salaires et du pouvoir d'achat, ils étaient nombreux à reconnaitre que le mot d'ordre de grève serait très largement suivi et paralyserait une part importante du trafic. C'est ce que reconnaissait d'ailleurs implicitement la direction de la SNCF en prévoyant que guère plus d'un train sur quatre ne sillonnerait les grandes lignes aujourd'hui.



C'est vrai que, bon gré, mal gré, les habituels signataires de ces contrats, tels FO et la FGAAC ne peuvent faire autrement que de se rallier à cette manifestation de mécontentement, ce qui, notamment chez les cadres et certaines catégories du personnel roulant grossira les assemblées générales et les défilés qui marqueront cette matinée dans les gares et les dépôts.

Mais plus largement, les cheminots comme tous les travailleurs de la Fonction Publique et du secteur nationalisé ne veulent pas manquer cette occasion de réaffirmer avec force leur opposition résolue à la politique d'austérité de Giscard Barre. Dans le cours des débats qui ne manqueront pas d'animer les rassemblements ce matin, la question d'une action effectivement coordonnée et de grande ampleur contre cette politique honnie reviendra avec force sur le tapis, interpellant les directions syndicales fédérales.

J.L.

Tissage Saint-Joseph (Bordeaux) : vers la reprise d'activité ?

BAZAS-MAILLE, tel est le nouveau sigle sous lequel la division *«Sportswear - Archimode»* de la Société des Tissages de St Joseph (à Bordeaux) réapparaîtrait, après la mise en liquidation de la firme, il y a un mois. Le capital de la nouvelle société effectuant cette reprise partielle d'activité est aux mains de deux organismes paritaires (à capitaux mixtes) l'IDI et la SDR du Sud-Ouest (tous deux chargés des *«aides au développement»*) et de la société des Tricots Montagut. Une SARL a été créée pour l'occasion (Bazas-Maille) pour le compte de laquelle l'ANPE de Langon (33) a été chargée de *«recruter»*. L'Agence affirme qu'elle va *«donner la priorité aux anciens employés des tricots St Joseph, de Bazas et Podensac»* : c'est en fait, déjà, l'objet d'une lutte pour en obtenir la garantie (d'autant que Bazas-Maille s'est bien gardée encore de dire combien seraient repris) !

LUTTES OUVRIÈRES

RENAULT-BILLANCOURT

UNANIMITÉ DES GRÉVISTES POUR LA POURSUITE DE LA GREVE

La grève des 500 OS des chaînes de ferrage de l'île Seguin se poursuit. Cette lutte contre l'augmentation de la charge de travail, autrement dit contre l'augmentation des cadences, reçoit le soutien de nombreux travailleurs de l'usine. Depuis le début de la semaine, des délégations des autres ateliers viennent apporter le témoignage de leur solidarité. Les différentes manœuvres de la direction pour recruter du personnel pour remplacer les grévistes se sont soldées par un lamentable échec ; avec les régleurs des autres secteurs d'abord, puis avec les OS des ateliers voisins.

C'est quand la direction a voulu «réorganiser la production» comme elle dit (en fait obliger les ouvriers à faire une opération de montage supplémentaire : vissage d'une équerre sur les fourgonnettes PTT), que la grève a éclaté.

En plus de leurs principales revendications, —des effectifs supplémentaires et l'embauche des intérimaires employés par Renault— les grévistes exigent 300 F pour tous et le coéfficient 180 pour tous également.

Les discussions qui ont eu lieu avec la direction n'ont jusqu'à maintenant rien donné, celle-ci refusant de s'engager, aussi bien sur le contenu des revendications, que sur un plan précis d'application de celles-ci. Hier après midi, à la demande d'un délégué CGT du secteur en grève, une nouvelle entrevu avait lieu avec la direction.

Les menaces d'extension du chômage partiel qui touche actuellement 900 ouvriers, se précisent pour la fin de la semaine. Cette situation à Billancourt, ainsi que les nombreuses discussions animées dans les ateliers ne sont pas sans inquiéter les hauts responsables de la CGT (tous membres du P«C»F) qui pressent la direction de «régler rapidement ce petit problème d'atelier, facile à solutionner». Ils ne semblent pas désireux de voir durer ce conflit, ni de courir le risque d'une extension à d'autres ateliers. Les grévistes en tout cas sont déterminés. C'est à main levée et à l'unanimité qu'ils votent la continuation de la grève, refusant la proposition qui leur était faite de se prononcer à bulletin secret.

MOULINEX ET LES LIBERTÉS SYNDICALES

La direction de Moulinex a-t-elle cherché à entraver le déroulement des élections de délégués du personnel le 3 janvier dernier ? Le syndicat CGT de l'usine a estimé avoir accumulé suffisamment de preuves de l'irrégularité du scrutin pour intenter un procès à la direction. L'affaire était portée devant le Tribunal de Mayenne hier.

Parmi les faits à la charge de la direction de Moulinex, l'avocat de la CGT a détaillé point par point nombre de violations à l'accord préalablement établi, avec la direction, concernant le déroulement de ces élections : impossibilité matérielle aux salariés absents, de pouvoir voter par correspondance, bulletins distribués de la main à la main et non pas disposés sur une table, présence inhabituelle de plusieurs membres de la direction au moment du vote et du dépouillement. etc...

Le jugement sera rendu le 3 février prochain. On ne saurait être trop vigilants devant les «libertés» que se permettent de prendre de plus en plus les patrons avec la législation du travail. Surtout au moment où Beullac fait profession de généraliser les atteintes portées aux droits que les travailleurs ont acquis par leurs luttes.

FUSION LICENCIEMENTS ET LUTTE DANS LA MARINE MARCHANDE

Par décision gouvernementale , deux entreprises de la marine marchande à capitaux d'État et semi-publics : la Transat et les Messsagerie Maritimes, ont fusionné pour former la Compagnie Générale Maritime. Cette fusion entraine 240 «suppression d'emplois» chez les marins dans le personnel d'exécution, et des menaces sur les garanties de salaires et de carrières touchant aussi les officiers.

La CFDT des officiers de la marine Marchande a lancé un mot d'odre de 24 heures de retard à l'appareillage pour tous les navires qui transitent dans les ports français entre le 20 et le 17 janvier. Déjà treize navires suivent ce mouvement, ainsi que deux dans un port étranger.

LA SECTION CFDT CAISSES D'EPARGNE DE PARIS COMMUNIQUE :

«A l'appel des organisations syndicales CFDT et Suacce, et conformément à la décision qu'ils avaient prise le 5 janvier 1977, dernier jour de leur longue grève de trois mois, les travailleurs de la Caisse d'Épargne de Paris seront en grève demain mercredi. Ce jour-là, le tribunal de grande instance doit en effet statuer sur la légitimité du bien fondé de leur argumentation quant à leur prime de fin d'année qui était un des points fondamentaux de leur cahier de revendications. Demain, ils démontreront que leur combativité n'a pas été entamée malgré la reprise du travail, après trois mois de grève et que, bien au contraire, ils sont décidés à être mobilisés le jour où la justice doit se prononcer sur leur juste droit».

BENNES MARREL (VITROLLES) : LA DIRECTION ET SA «LIBERTÉS DU TRAVAIL» :

NERVIS FASCISTES ET CHIENS POLICIERS

«Quand on sera en régime communiste ce ne sera, peut-être plus la liberté !» hurlait un des briseurs de grèves entourant la direction le 12 janvier à 18 h devant le refus des grévistes d'arrêter l'occupation.

Bien que laissés dans un isolement scandaleux de la part de l'UD CGT, la section CGT et tous les grévistes n'ont pas laissé pourrir leur lutte. Aussi, mercredi 19, à 6 h du matin, la police a fait évacuer l'usine. La consigne donnée aux grévistes était de «ne pas répondre aux provocations» !

La direction refuse non seulement de négocier sur les revendications, mais elle refuse la reprise du travail décidée par les grévistes. Des convocations individuelles leur sont envoyées, quand ce n'est pas une lettre de licenciement «pour faute grave» c'est à dire : grève avec occupation des locaux.

Afin que la «démocratie patronale» soit respectée, une milice privée et des chiens policiers assurent la garde. Où ont été recrutés ces nervis ? La SNIAS et sa CFT ne sont pas loin de l'usine et tous ceux qui ont mené des luttes prolongées sur Vitrolles connaissent leurs agissements. Contre les «Lozai-Babcock», en 76, ces nazillons n'ont pas hésité à faire le coup de poing.

Contre cette nouvelle atteinte aux libertés syndicales et au droit de grève, les travailleurs des Bennes Marrel continuent leur lutte. l'Union Syndicale de la Métallurgie CGT a appelé à un rassemblement devant l'usine mardi 25, à 13 h 30. Si l'initiative ne peut être qu'approuvée, pourquoi cet appel n'a-t-il pas été lancé et effectivement organisé le jour de la menace de l'expulsion ? Marcel Caille, venu signer son livre, et l'UD CGT n'ont pu répondre à cette question que les travailleurs qui veulent lutter, sont de plus en plus nombreux à se poser.

R.R.

SAVIEM-SMN CAEN

MEETING COMMUN CONTRE LE CHÔMAGE

Un millier de travailleurs de la Saviem et de la SMN (Société Métallurgique de Normandie) ont débrayé hier et se sont retrouvés pour un meeting commun à Collombelles (Calvados).

A la SMN, après avoir chômé la semaine entre Noël et le jour de l'an, c'est maintenant une journée par semaine que les ouvriers se retrouvent au chômage et ceci pour une durée indéterminée.

A la Saviem, les travailleurs ont également chômé une semaine en fin d'année, mais jusqu'à ces derniers jours, malgré divers bruits, il n'y avait pas de menaces précises. Puis brusquement, la direction annonçait au comité d'établissement que l'usine serait fermée du 14 au 18 février. Pour la section CFDT de la Saviem, ce n'est pas la réorganisation Saviem Berliet qui freinera le chômage, contrairement à ce qui est répandu actuellement, mais c'est la mobilisation des travailleurs.

Le meeting d'hier, s'il n'a pas regroupé une masse plus importante de travailleurs des deux usines, n'en est pas moins ur
C'est la première fc
expérience de ce
prise pour rassemb
vailleurs de ces deux boîtes pourtant guère éloignées de plus d'un kilomètre. Cela s'est ressenti dans l'appréciation qu'ont porté les participants, mobilisés par ce meeting.

Il est certain que la participation aurait été supérieure si la CGT avait accepté de se joindre à cette juste initiative. Or, non contente de refuser, elle est allée, par l'intermédiaire de certains de ses délégués jusqu'à passer sur des chaines «expliquer» qu'il ne fallait pas débrayer. De telles manœuvres de
sont encore une fois
re à l'actif des hom-
lu P«C»F, soucieux
nent de ne pas gêner
les accords Saviem Berliet qu'ils ont approuvés.

M. MARCHAIS ET LES PAYSANS

M. Maffre-Baugé rencontre M. Marchais.

La pêche aux bulletins de vote continue ; à Montluçon Georges Marchais a exposé le point de vue du PCF sur l'agriculture. Pour mémoire il faut savoir que le PCF soutient un syndicat agricole, le CNEF (ex-MODEF), qui axe sa propagande sur le maintien de «la propriété familiale». Aussi ce syndicat se trouve-t-il souvent dans la même barque que les gros capitalistes agraires, qui utilisent le mécontentement des petits producteurs comme moyen de pression pour obtenir des augmentations du prix des marchandises agricoles. Du fait de la plus grande productivité de leurs exploitations modernisées, les gros agrariens réalisent, alors, d'énormes sur-profits ; par exemple, 100 hl de vin coûtent, pour être produit, environ 7 000 F à un petit viticulteur et à peine 5 000 F à une entreprise viticole fortement mécanisée, travaillant sur plusieurs dizaines d'ha.

Monsieur Marchais et ses amis ne veulent pas changer de société, ils proposent aux agriculteurs de changer le personnel politique, de prendre leur place pour continuer l'exploitation des travailleurs. Démagogue et chauvin, Marchais accuse les producteurs italiens dont le vin est importé en France à bas prix, sans préciser qu'ils sont encore plus exploités, (si cela est encore possible), que les viticulteurs français.

Les déclarations contre le marché commun et pour réclamer des relèvements des prix agricoles, permettent au PCF de faire à bon compte sa propagande électoraliste, en continuant d'étouffer les luttes. Le long entretien avec Maffre-Baugé dans «France Nouvelle» montre toute la place accordée par le PCF à la politique de la main tendue aux notables de la bourgeoisie viticole.

B. Relo

Ouest-meubles toujours occupé :

JOURNÉE VILLE MORTE LE 27 JANVIER À GOURIN

L'usine Ouest-meubles à Gourin (56) est occupée depuis le 10/01/77. Guyomard, ex-président de la chambre de commerce et d'industrie de Morlaix, avait déposé le bilan avant la fin de l'année... Pourtant il y a pour 40 millions de commandes toujours en suspens depuis le réglement judiciaire ! Du 13 au 17 les ouvriers de Gourin ont participé au salon du meuble où ils ont réalisé 350 000 F de commandes (35 millions) : *«Malheureusement, faute de stocks, nous ne pouvons évidemment confirmer ces commandes que dans la mesure où «les candidats» seraient sur les rangs pour reprendre notre usine»* admet le responsable syndical. Les 50 travailleurs de Ouest-meubles, tous affiliés à la CGT, avec le soutien de tout le pays de Gourin (ainsi que les commerçants locaux !), ont décidé d'organiser une journée *«Gourin ville morte»* comme appel du pied au pouvoir public.

Est-ce parce que l'entreprise est viable que les travailleurs de Ouest-meubles engagent une lutte contre leurs licenciements ? Ou bien n'est-ce pas parce que seule la lutte paie quand il s'agit de garder son emploi ? Le soutien populaire, autour des travailleurs de Gourin est-ce seulement pour faire pression sur les pouvoirs publics, ou n'est-ce pas un début vers une lutte plus dure qui conduirait les travailleurs de Ouest-meubles à la victoire ?

Correspond

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amisol : l'amiante et la misère survivre avec 300 F par mois...

Voilà deux ans que les ouvriers d'Amisol sont en lutte contre le licenciement collectif qui les a frappé.

Lucienne D..., ouvrière d'Amisol avait travaillé 13 ans à Amisol. Elle avait 50 ans. Une partie du poumon droit venait de lui être retirée. Elle a été enterrée lundi à 15 heures.

Jules S... a les poumons et les intestins pleins d'amiante. Il est à l'hôpital.

Marcel P... souffre de malnutrition. Il est à l'hôpital.

Après avoir été intoxiqués, les ouvriers d'Amisol ont été licenciés. Personne ne veut les réembaucher. On vient même de réduire leur indemnité chômage. Marcel S..., comme tous ses camarades, souffre de malnutrition : il ne touche plus que 300 F par mois !

Le collectif intersyndical de Jussieu appelle au soutien financier (F. Raoult CCP 35 516 14 R La Source avec la mention Amisol. Bât. H 2, place Jussieu Paris 5e)

Nouvelle volée de hausses en vue

Un nouveau train de hausses démarre.

La viande va augmenter dès avril. Le café augmentera pendant au moins six mois. L'habillement ne sera pas de reste. Les automobiles vont augmenter de 5,5 % (première hausse en mars, la deuxième à l'été), six ou sept centimes de plus sur l'essence et le fuel début mars. Hausse de 4 % sur les produits laitiers en janvier et 3 % en avril. Hausse sur le matériel agricole de 5,5 % à 8,5 %. Hausse sur les loyers de 6,5 %, etc.).

Tout cela vient d'être confirmé par le directeur des prix, Villain. Pour ceux qui se demanderaient pourquoi le gros des hausses n'interviendra qu'en mars-avril et pourquoi certaines hausses de décembre ont été repoussées en janvier, il faut préciser que l'indice des prix correspondant à ces hausses ne sera connu qu'après les municipales. Comme ça l'indice de décembre (qui va bientôt paraître), pourra lui faire illusion...

SUD-OUEST PUBLIE UN SONDAGE POUR LE BLOCAGE DES SALAIRES

Etonnant instrument que ces sondages d'actualité réalisés par la SOFRES et l'IFOP. Lorsqu'ils indiquent que les chômeurs ne sont pas contents d'être chômeurs, le gouvernement fait tout pour les laisser secrets. Par contre, lorsqu'un sondage indique que 70 % des sondés sont favorables à un «gel» des salaires, toute «l'information» le reprend. A y regarder de plus près, ce sondage est pourtant instructif. Tout d'abord une majorité relative (35 %) des sondés préfèrent ne pas répondre lorsqu'on leur demande de chiffrer la hausse des prix pour cette année. Pourquoi ne leur a-t-on pas demandé : «Quelle confiance accordez-vous à l'indice officiel des prix ?». La réponse aurait été intéressante. D'autre part 48 % des personnes interrogées pensent que la hausse des prix sera supérieure à celle des salaires. Ceux qui se déclarent ensuite «prêts à accepter un strict maintien du pouvoir d'achat», considérant donc que ce maintien ne s'obtiendra qu'en faisant pression sur le gouvernement et le patronat. Enfin, seulement 2 % de sondés pensent que le plan Barre atteindra ses objectifs en ce qui concerne l'inflation.

MICHELIN : INSPECTEURS POUR SURVEILLER LES OUVRIERS

Les patrons ont coutume d'expliquer qu'une des raisons du chômage est le manque de formation professionnelle des demandeurs. En regardant les offres d'embauche de Michelin le Puy, on s'aperçoit que le principal souci du trust est loin d'être la qualification des ouvriers. Les inspecteurs privés de la société (anciens policiers en retraite, et parait-il membres des Renseignements Généraux) enquêtent très soigneusement sur les activités, même les plus «privées» de chaque candidat à un poste de l'unité de Blavozy St Germain Laprade : fréquentations, loisirs, sorties diverses, activités syndicale et politique, tout est passé au peigne fin. Les enquêteurs sont menées auprès des secrétaires de mairie, des receveurs des PTT etc...

Comme on le voit ce qui préocupe le patron, c'est bien sûr autre chose qu'une bonne formation professionnelle...

Brigade anti-vol dans les postes.

Hausse déguisée des tarifs Surveillance accrue des postiers

Sur «plainte de nombreux usagers», le ministre des PTT vient d'annoncer la création d'une brigade d'inspecteurs (une trentaine) chargée de rechercher l'origine des «vols» commis pendant le service postal. En effet, plusieurs milliers de lettres ne seraient pas parvenues à destination, particulièrement dans le 19e arrondissement de Paris. De nombreux colis parviennent vides ou ne parviennent jamais à leurs destinataires. La presse réactionnaire a vite fait de traiter les postiers de voleurs. *«On n'embauche n'importe qui dans les Postes»*, peut-on entendre. Qu'en est-il en vérité ?

Sur les millions de plis et d'objets qui passent dans les mains des postiers chaque jour, il y a très peu de dégâts. Il arrive parfois, qu'un paquet contenant un objet fragile, lancé trop vite —cadences obligent— se détériore. Mais le volume de ces dégâts est dérisoire au regard du total du trafic. Dans leur immense majorité, les postiers accomplissent avec une honnêteté sans faille leur difficile travail. Cependant, il peut arriver, cela s'est produit il y a quelques années, que des éléments de la «petite pègre» se fassent embaucher. Un membre de la bande détourne les paquets, les autres écoulent le produit du vol. Mais les postiers n'ont pas pour coutûme de «couvrir» ces actes malhonnêtes.

Charge de travail accrue pour les postiers...

En fait, l'opération lancée par l'Etat semble avoir d'autres buts. D'abord qui garantit que ces inspecteurs ne seront là que pour surveiller les vols ? Présents dans les centres de tri, les wagons, les bureaux, peut-être même «banalisés», ils peuvent tout aussi bien dénoncer les «mauvais éléments» qui ne font pas les cadences.

Ensuite, sous prétexte de payer ces agents, une opération financière est prévue. Pour assurer à 100 F un paquet, il faudra payer un franc de plus, 2 F pour 200 F et ainsi de suite jusqu'à 600 F ! Ce qui revient, à relever le tarif de façon camouflée en échange du même service !

Décidément, la sécurité des Français a bon dos et les vieilles recettes sont toujours les meilleures. Sous prétexte de lutter contre la délinquance, on fait payer les travailleurs et on surveille les postiers. Coup double...

AFFAIRE DE BROGLIE

NOUVELLES RÉVÉLATIONS DANS L'AFFAIRE

Nouvelles révélations dans l'affaire de la mort du député de l'Eure.

D'abord la mort révélée par un journal parisien de l'ancien député d'Oran, François Quilici. Une mort pour le moins suspecte. Un correspondant anonyme téléphone au journal en l'avisant de cette mort, en faisant le lien avec l'affaire de Broglie, et un lien que certains voudraient cacher.

Renseignements pris, c'est la concierge de l'immeuble qui, alertée par les mauvaises odeurs qui se dégageaient de l'appartement de M. Quilici, fit appel à la police. Le corps du député était retrouvé à moitié décomposé dans sa baignoire. La mort remontait à la fin décembre. Le cadavre fut emmené à l'Institut médico légal où **aucune autopsie n'aurait été ordonnée** pour déterminer les causes de la mort ! De plus, un permis d'inhumer est délivré.

La police et la famille font tout pour que cette mort «très banale» ne soit pas rendue publique. Quilici, fondateur de la Marseillaise aurait été en relations «pour affaires» avec de Broglie. Quilici aurait emprunté de l'argent à de Broglie par l'intermédiaire de de Varga. Pascale de Varga ignore tout de l'opération, mais laisse entendre que la police aurait pu récupérer ce dossier chez le député de l'Eure... Si c'est le cas, que de discrétion décidément !

DE BROGLIE ÉTAIT MENACÉ DE MORT

C'est là qu'intervient, à la demande de l'avocat de de Ribemont, l'audition d'un témoin surprise. Il s'agit d'un certain Maurice Guignard, éditeur à Bonneval (Eure et Loire). Il aurait bien connu de Broglie, au lycée, puis dans les services secrets britanniques pendant la guerre *«Depuis de longs mois, Jean de Broglie se savait très menacé. Il l'avait confié à plusieurs personnalités politiques. La DST avait été également informée»*. De Broglie se serait plaint d'un important trafic d'armes et de drogue qui s'effectuait à la frontière du Luxembourg au profit de la Sodetex-Matesa.

Certains responsables de la Sodetex auraient fait fabriquer une griffe pour imiter la signature du député de l'Eure. Selon Guignard, les trafiquants *«avaient démasqué le double jeu de Jean de Broglie et pris la décision il y a un an de le liquider»*. Pourquoi Guignard s'est-il décidé à parler *«Je veux que mon nom soit public pour éviter de me faire descendre»*...

RPR, RI ET COMPAGNIE

Maitre de La Pradelle, l'avocat de de Ribemont a en sa possession des lettres d'Hector Rolland, député RPR, (basées sur les informations de Guignard) qui prévenaient, dès 75, Chirac et Poniatowski des trafics d'armes et de drogue. Dans une lettre du 20 janvier, Guignard affirmait : *«Tous ces faits révèlent que le mobile du crime sont tout autres que ceux définis par M. Poniatowski. Et c'est l'opinion générale des députés RPR»*....

Quant à Gérard Freche, le meurtrier, il a raconté avoir reçu le 22 janvier un «ultimatum» de Simoné : *«Les commanditaires s'impatientent. Ils veulent que tout soit terminé le 24 au plus tard»*, aurait-il déclaré. Un Simoné qui n'a pas peur du ridicule et qui vient d'affirmer qu'il se trouvait rue des Dardanelles non pour diriger l'exécution mais pour l'empêcher....

Dans cette affaire qui prend chaque jour un peu plus l'aspect d'un gigantesque puzzle, où s'imbriquent trafiquants, financiers, politiciens de la majorité, truands et barbouzes, connaitra-t-on un jour la vérité ? Rien n'est moins sûr, compte tenu des intérêts qui entrent en jeu.

P. PUJOL

LE COMITÉ DE SOLDATS DU 42e RI (RFA) ÉDITE SON JOURNAL.

Après une première tentative en mai 76, et malgré l'importante répression qui s'exerce actuellement sur les appelés stationnés en RFA, le comité de soldats du 42e RI a diffusé dans le train son journal, «l'As au carreau». Le journal exige l'obtention des libertés démocratiques pour les appelés et la libération de deux soldats maintenus incorporés après l'échéance de leur service.

D'autre part, le comité de soldats du 25e RA de Thionville a à nouveau édite son bulletin, intitulé «A canons rompus».

LE PROCÈS DU HOLD UP DE BRETEUIL

Le procès des gangsters du holp-up de l'avenue de Breteuil a débuté, sans éclat. C'est un peu le procès d'hommes de main, minables, dont la seule tactique consiste à nier tout en bloc. Quelques points restent à éclaircir. Qui a commandé les bandits et a empoché l'argent ? Le défilé des témoins va commencer. Il risque d'être long, le procès devant durer toute la semaine.

GRAND LARGE POUR PDG !

180 millions. C'est le prix d'un des voiliers tout équipé présenté au Salon Nautique à la Porte de Versailles. Les prix les plus bas dépassent souvent les dix millions. Peu de travailleurs, mais pas mal d'industriels. Après avoir bien pollué les rivages, les PDG peuvent se payer, en un coup de yatch, un peu de mer p[illegible]oleil...

ESPAGNE

GRÈVE GÉNÉRALE AUJOURD'HUI

Dans la soirée de lundi, les fascistes ont assassiné les ouvriers se trouvant dans un cabinet d'avocats spécialisés dans la défense des ouvriers.

La préparation de ce crime était connue du gouvernement qui, dès lundi, affirmait ne pas pouvoir assurer la sécurité de gauche. Il intervient alors que le mouvement de masse pour l'amnistie a gagné en vigueur à Madrid après avoir connu de grands développements au Pays Basque. Les assassins de dimanche, les flics tueurs de lundi et assassins de lundi soir ont un but commun : briser le mouvement populaire pour l'amnistie, d'autant plus violemment que les partis de l'opposition démocratique n'y prenaient qu'une part réduite et le contrôlaient de moins en moins. Ils étaient absents des mobilisations au Pays Basque, seul le PCE appelait au tout dernier moment à participer aux manifestations de dimanche à Madrid.

La violence politique condamnée par le communiqué commun du gouvernement et des partis d'opposition, n'est pas celle de la police qui depuis deux jours pourchassait les manifestants en blessant un grand nombre et assassinait une jeune fille de 20 ans alors qu'elle laissait filer les assassins d'un manifestant dimanche. Ce sont les manifestants eux-mêmes qui sont ainsi dénoncés au même titre que les fascistes qui organisent cette campagne de terreur et d'assassinats.

Comment la poignée de fascistes ouvertement opposée à la libéralisation de Juan Carlos pourrait-elle opérer en toute liberté si elle ne bénéficiait de solides appuis au sein de l'appareil d'État et de la coalition gouvernementale ? Si la campagne de terreur et d'assassinats vise bien à entraver la «démocratisation» de Juan Carlos, elle montre aussi que la bourgeoisie espagnole veut maintenir une dictature violente sur la classe ouvrière et les masses.

Les morts de Madrid montrent que le cheminement suivi par l'opposition démocratique qui entend maintenir intact l'appareil d'État mis en place par Franco, s'éloigne de plus en plus des revendications démocratiques des masses : *«amnistie complète et immédiate», «Dissolution des corps répressifs mis en place par Franco».*

C'est sans attendre que les partis d'opposition organisent la riposte que dans toute l'Espane, celle-ci s'organise dans les grèves de Navarre, de Barcelone et que, dès hier matin, dans Madrid quadrillé par la police, les préparatifs des manifestations se faisaient.

G.C.

Suite de la une

Ce nouvel attentat de l'extrême droite survient alors que Madrid connaît les plus violents affrontements. Hier à 4 H, Mari Luz Najera, étudiante de 20 ans, mourait après avoir reçu une grenade à la tête, de nombreux blessés sont actuellement hospitalisés des suites de la répression policière contre les manifestations d'hier. Neuf d'entre eux, dont Francisco Galera, sont grièvement blessés.

Lundi matin, Martin Villa, ministre de l'Intérieur, avertissait qu'il ne pouvait garantir la sécurité des militants de gauche et que le mieux pour eux était d'abandonner leur domicile. Le gouvernement qui tente de rejeter la responsabilité de ces faits sur la seule extrême-droite était donc au courant de la campagne de terreur qui se préparait contre nos camarades.

L'attitude de la commission des Neuf qui a continué de négocier avec le gouvernement sur la loi électorale n'en est que plus odieuse. Hier soir à minuit, elle publiait un communiqué commun avec Suarez dans lequel elle confondait dans la même condamnation l'extrême gauche et l'extrême droite, excusant ainsi la police de Juan Carlos. Les deux parties, était-il déclaré, ont exprimé leur identité de vues pour condamner l'extrêmisme politique» qui, par la violence, essaie d'empêcher le processus en cours vers la normalisation démocratique en Espagne. «Lundi soir, Raoul Moro, dirigeant du «Parti Socialiste Populaire» se répandait encore en éloges sur «les magnifiques impressions que lui avait faites Suarez» et exprimait la confiance que, malgré les difficultés, «le gouvernement saurait rester maitre de la situation».

Malgré cela, la riposte s'organise. Dès mardi matin, de nombreuses usines parmi les plus importantes d'Espagne se sont mises en grève dans tout le pays. A Madrid, c'était la grève totale à Kelvinator, Pegaso, John Deere, Casa, Intensa, Marconi, Fiat, Siemens, Talleres Coslada, Femsa, dans toutes les banlieues de Getafe, Villaverde, Leganés.

Pratiquement tout Bilbao était en grève, de même de nombreux arrêts de travail plus ou moins longs ont eu lieu dans le Baix Llobregat,et à Barcelone notamment, la SEAT (35 000 ouvriers) était en grève totale. En Navarre, la Seat et de nombreuses usines sont également en grève. Dans la construction de nombreux chantiers sont également en grève dans toute l'Espagne.

Par ailleurs de nombreuses manifestations se déroulaient, notamment à Madrid, se heurtant toujours à une répression brutale. A San Sebastian, la Librairie Laguna a été plastiquée. A Pampelune, tout le vieux quartier était transformé en champ de bataille mardi soir, de nombreuses barricades ayant été dressées pour s'opposer aux charges des flics.

Devant cette mobilisation massive et immédiate les dirigeants de la COS (Coordination des Organisations Syndicales) n'ont plus qu'à appeler à la grève générale mardi en fin de matinée dans toute l'Espagne, pour aujourd'hui.

Mardi matin des slogans signés du PCE apparaissaient sur les murs de Madrid, dénonçant la responsabilité du gouvernement dans l'assassinat des 5 qui appartiennent tous au parti révisionniste. Mais bien vite cette consigne a été retirée.

Le PCE, qui négocie les déroulement des obsèques avec le gouverneur civil fera-t-il tout pour que celles-ci ne soient pas suivies d'une manifestation ? Ne va-t-il se joindre aux autres organisations bourgeoises pour exprimer sa «confiance dans le fait que les responsables seront châtiés». Il se heurtera alors à la volonté des masses, à la volonté de pousser la mobilisation en cours aussi loin que possible dans la contestation du régime. Dans le courant de l'après midi, on apprenait l'arrestation de nombreux étrangers appartenant à des organisations d'extrême droite, soupçonnés de tremper dans les attentats récents. De même, la presse espagnole annonce l'arrestation de militants supposés «d'extrême gauche».

Le retour de Giscard d'Arabie Séoudite

UN MINI CONTRAT PÉTROLIER

Giscard a repris son Concorde pour rentrer en France au terme de son voyage en Arabie Séoudite. Le seul contrat qui ait été signé est un contrat entre la Compagnie Française des Pétroles et Elf d'une part, et PETROMIN d'autre part. Il porte sur 42 millions de tonnes livrés en trois ans (14 millions de tonnes par an). Il remplace le contrat signé par Jobert, alors ministre des Affaires Étrangères en 1974, portant sur 30 millions de tonnes livrés en trois ans, arrivé à expiration. Même si le contrat est en légère augmentation, cela n'a pas grande signification puisque la quantité de pétrole réellement livrée par l'Arabie Séoudite était de 42 millions de tonnes en 1974, de 34,6 millions de tonnes en 1975, et au moins autant en 1976 d'après les chiffres des huit premiers mois.

Giscard n'avait guère de quoi pavoiser à l'issue de ce voyage et dans sa conférence de presse. Il a brassé beaucoup de vent avant son départ de Ryad.

Un seul point ressort avec acuité. Le roi Khaled déclarait à l'AFP qu'il incombe à la France de convaincre les autres États européens *«acquis à la cause palestinienne de la nécessité de parvenir à un règlement juste du conflit... Nous donnons notre appui à la participation de la France à la conférence de Genève, car nous sommes conscients qu'elle donnera franchement son avis, et se rangera du côté du droit et de la justice».*

En d'autres termes, le roi Khaled a tenté de persuader Giscard d'essayer de convaincre les autres pays, dont les USA de faire des pressions sur Israël pour qu'elle accepte de se retirer des territoires occupés en 1967 et s'engage sur la création d'un État palestinien en Cisjordanie. C'est du succès de cette politique que dépend la position acquise par l'Arabie Séoudite au Moyen Orient en présidant à l'accord entre les pays du champ de bataille, au détriment de la Résistance Palestinienne et des intérêts du peuple palestinien.

Dans sa conférence de presse Giscard a affirmé que *«la France n'était pas candidate à participer à la conférence de Genève».*

Mais elle est prête, si on le lui demande, à se rendre avec les autes pays européens à Genève pour offrir des garanties à l'existence dans la paix de tous les États de la région.

Ainsi, la politique de Giscard apporte son soutien à la politique de l'Arabie Séoudite au détriment du peuple palestinien mais quels moyens a-t-il de modifier tant soit peu la politique américaine ? Peu, les résultats du voyage le montrent. Et une unité européenne sur cette question reste douteuse. La politique de Giscard lui permet tout juste de maintenir la politique arabe en vie, tandis que le soutien apporté par la bourgeoisie française et une partie même de l'appareil d'État à Israël s'affirme, comme cela a été notamment mis en évidence par l'affaire Abou Daoud.

CHOU EN LAI

Un grand révolutionnaire prolétarien -3-

«Je suis venu, pour faire souffler le vent socialiste, et attiser le feu de la Révolution Culturelle Prolétarienne. Je veux, avec vous, porter haut levé le flambeau de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne» déclarait Chou En-laï aux étudiants et au personnel de l'université de Tsinghana où il dirigea lui-même la lutte du 31 juillet au 22 août 1966, dès les premiers instants de la Révolution Culturelle. Le président Mao Tsé-toung devait publier le 5 août *«mon dazibao»* intitulé *«Feu sur le quartier général».* Il s'agissait justement de l'université de Tsinghana où Liou Chao-chi faisait régner la terreur blanche en taxant de «contre-révolutionnaires» des centaines d'étudiants et d'enseignants. Ce que se passait à l'université était une «expérience» que Liou Chao-chi voulait généraliser. Au cœur même du quartier général, Chou En-laï portait la bataille, à la tête des masses populaires.

UNE LUTTE CONSTANTE CONTRE LE RÉVISIONNISME

En se portant à la tête des masses dans la Révolution Culturelle, en s'emparant des directives du président Mao Tsé-toung et du Comité Central du Parti pour les appliquer jusqu'au bout, Chou En-laï portait à un degré nouveau la lutte constante menée par le Parti contre l'apparition et le développement de la ligne révisionniste dans le Parti, contre les tentatives de la bourgeoisie de restaurer le capitalisme. De 1954 à 1966, la bourgeoisie à l'intérieur et à l'extérieur du Parti lançait une série d'attaques à la défaite desquelles Chou En-laï prit une part active. En 1966, Chou En-laï soutient de toutes ses forces le mouvement des Gardes Rouges ; il est aux premières lignes de la lutte contre Liou Chao-chi. Mais en même temps, il se trouve la cible du deuxième quartier général de la bourgeoisie qui se constitue au sein même de la Révolution Culturelle. La bourgeoisie largement battue dans une attaque frontale se donne un autre visage.

LA LUTTE CONTRE LE SABOTAGE DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Au début de 1967 des divisions apparaissent dans les masses révolutionnaires. A l'hôtel de Pékin, Chou En-laï intervient une première fois pour surmonter les divisions et renforcer l'union révolutionnaire des deux organisations de masse de l'hotel que Tchenpota et Kiang Tsing avaient tenté de dresser l'une contre l'autre. Par la suite une grande bataille fut menée par Chou En-laï pour contrer les tentatives de divisions organisées par Lin Piao et le «groupe des quatre».

Au cours de l'été 1967, le groupe Lin Piao, Tchen Po-ta et Kiang Tsing organise des attaques virulentes contre les cadres communistes jusqu'au plus haut niveau. Une première fois Chou En-laï prend la défense du camarade Tchen Yi, attaqué violemment par surprise au cours d'un meeting. Tchen Yi est même menacé physiquement. Chou En-laï quitta alors la tribune et ordonna à ses gardes de protéger Tchen Yi.

Quinze jours plus tard, Chou En-laï était lui-même directement la cible des attaques. Pendant 18 heures, Chou En-laï fut encerclé par un groupe qui affirmait vouloir attaquer Chen Yi : *«Si quelqu'un ose arrêter la voiture de Chen Yi, je ne le lui pardonnerai pas»* affirmait Chou En-laï. Sa fermeté mit la déroute dans les rangs du groupe.

Après avait combattu la tentative de Liou Chao-chi, et les attaques du groupe de Lin Piao et des «quatre», Chou En-laï a été chargé par le président Mao Tsé-toung de mener l'écrasement du coup d'Etat contre-révolutionnaire de Lin Piao, qui s'était enfui après son échec de 1971. Tout au long de la Révolution Culturelle Chou En-laï a été le défenseur de la ligne juste du Parti contre les tentatives bourgeoises. Chou En-laï était ainsi devenu le principal obstacle aux tentatives du nouveau groupe bourgeois constitué par le «groupe des quatre», qui voulait usurper la direction du Parti et de l'Etat. L'enjeu de cette bataille était la nature même de l'Etat, la sauvegarde et l'approfondissement de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme. C'est précisément parce que Chou En-laï a mené jusqu'au bout la lutte pour le socialisme qu'il était aimé des masses et haï de la bourgeoisie au sein et à l'extérieur du Parti.

INTERNATIONAL

carnet de voyage d'un cheminot

L'ANGLETERRE DANS LA CRISE

LES TRAVAILLEURS ANGLAIS S'INTERROGENT

(Suite)

Si le marché commun est encore souvent vu comme responsable de la crise, l'idée de la responsabilité du parti travailliste est de plus en plus répandue. Pour cet ouvrier imprimeur, c'est la déception : *«J'avais pourtant voté pour lui !»* Cette déception s'accompagne d'une interrogation : *«Que faire, que mettre à la place du parti travailliste : se battre ? C'est difficile actuellement. Les trade unions composent un tiers du parti travailliste. Ce sont pratiquement eux qui gouvernent ! Ils ne vont pas lancer un mouvement contre une politique qu'ils ont eux-mêmes élaborée !»*

A la question : «Mais vous,qu'en pensez-vous de cette politique ?», un cheminot me répond : *«Bien sûr, ce n'est pas ce qu'on attendait ; les améliorations, il n'y en a pas eu ; la retraite est toujours à 65 ans ; par contre, le pouvoir d'achat a considérablement diminué. Mais que voulez-vous que l'on mette à la place, il n'y a rien d'autre ?»*

L'idée dominante qui ressort de la plupart des conversations, c'est que «le parti travailliste n'est pas assez à gauche», le «parti travailliste gouverne pour les capitalistes», «il faut forcer le parti travailliste à prendre des positions en faveur des ouvriers». Mais comment engager l'action, que définit-on par «plus à gauche», comment combattre ce parti, qui se dit en faveur des ouvriers mais qui fait tout pour sauver la bourgeoisie anglaise ? Là, il semble que le débat se mène activement dans la classe ouvrière, mais n'a pas encore débouché.

A la remarque «En France aussi la situation est grave pour les travailleurs, mais le 7 octobre, nous étions des centaines de milliers dans la rue», je me suis souvent entendu répondre : *«Oui, mais en France, c'est m. Giscard d'Estaing qui gouverne, c'est contre lui, contre le représentant de la finance que vous vous battez ; est-ce que vous feriez la même chose quand Mitterrand sera au pouvoir : pourtant la crise économique sera la même !»*

L'ABSENCE D'UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Celle-ci a encore du mal à se préciser. Le manque de perspectives bien nettes de lutte ne doit cependant pas cacher le grand mécontentement des travailleurs anglais et le débat qui se mène parmi eux.

FIN

Quelques dates récentes dans les luttes de la classe ouvrière

- **En 1972 : 7 semaines de grève dans les mines pour augmentation du salaire. Les mineurs obtiennent 37% d'augmentation. Les flics étant intervenus, toutes les boîtes de Sertily à côté de Birmingham se sont mises en grève. Les travailleurs ont marché à 16 000 sur les puits : la police a capitulé !**
- **En novembre 1973 : A nouveau six semaines de grève victorieuse des mineurs pour supprimer l'heure supplémentaire.**
- **En janvier 74 : 4 jours de grève dans les mines : 29% d'augmentation du salaire.**
- **Les travailleurs de Ford sont partis en grève, il y a deux ans, pour l'égalité des salaires entre toutes les usines d'automobile, les cheminots pour être deux sur les machines, etc..**

La classe ouvrière anglaise sait se battre. Mais, bridée par l'organisation du T.U.C., voyant ses intérêts dévoyés par le parti travailliste, elle est actuellement à la recherche de perspectives révolutionnaires.

Europe

Angleterre

VISITE DE SCHMIDT

Le Chancelier ouest-allemand vient d'effectuer un voyage en Angleterre. A l'issue de leurs discussions, le premier ministre anglais, Callaghan, et Schmidt ont tenu une conférence de presse pour affirmer qu'ils s'étaient mis d'accord sur le fait que les pays industrialisés doivent mener une politique coordonnée, faisant la même chose en même temps. Au moment où Giscard est en voyage en Arabie Séoudite pour essayer d'obtenir des avantages particuliers, cela sonne comme un petit avertissement, d'autant plus que les discussions menées par Schmidt en Angleterre sont un peu la réponse aux relations au plus haut niveau que Giscard a essayé d'établir de manière régulière entre le gouvernement anglais et lui-même. Schmidt a montré que lui aussi pouvait avoir des liens bilatéraux aussi développés que ceux de Giscard avec les pays du marché commun.

1 MILLIARD 500 MILLIONS DE DOLLARS

Conséquence indirecte du voyage de Schmidt, l'Angleterre vient de recevoir un prêt de 1,5 milliard de dollars des banques européennes et américaines, qui s'ajoute au prêt de 3,9 milliards de dollars accordé par le FMI. Parmi les pays européens, c'est l'Allemagne qui avait exigé les conditions d'austérité les plus sévères pour que le prêt soit accordé.

Visite de Schmidt en Angleterre

MONDALE EN EUROPE :

RENFORCEMENT DE L'OTAN ET SOUTIEN A L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

La visite du vice-président des États Unis commencée lundi, est entrée aussitôt dans le vif du sujet : à l'OTAN, il déclare *«Les États Unis doivent remplir leurs engagements. Nous devons éliminer le gaspillage, mais ne pas couper dans le muscle... Si les alliés de l'Amérique se joignent à nous pour renforcer la défense de l'OTAN au-delà des limites des capacités de chacun pris à part»*. Les USA sont prêts non seulement à maintenir l'engagement américain au niveau actuel, mais encore à le renforcer.

Pour l'Europe, il affirme : *«Nous soutenons à fond l'intégration européenne. C'est pourquoi je suis venu d'abord ici»*.

Ces déclarations, quelques heures après l'entrée en fonction, soulignent la hâte des États Unis pour mettre en place leur politique en Europe. Elle est claire : poursuivre la construction de l'Europe sous les formes actuelles, qui assurent aux USA le leadership, le contrôle de sa construction, et aggraver encore celui-ci en renforçant l'OTAN. C'est en même temps une accélération brusque de la rivalité avec l'URSS pour le contrôle de l'Europe : en clair, Mondale dit à l'autre superpuissance : ceci est mon domaine.

Par ailleurs, ce voyage se situe dans la tentative contenue dans les propositions de la Trilatérale de regrouper l'ensemble des pays occidentaux, Europe et Japon, autour des USA pour affronter le Tiers Monde. Les propositions de Schmidt à Londres de mener une stratégie commune des pays industrialisés, les propositions de Giscard au récent sommet européen de fixer un plafond des dépenses pétrolières ont aplani le terrain pour cette politique.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE DE CORÉE

Protestation contre l'espionnage américain

Le premier membre du côté coréo-chinois de la commission d'armistice a adressé par téléphone une protestation au côté américain.

«Le 13 janvier 1977 la partie US a envoyé un avion de reconnaissance SR 71 survoler à grande vitesse et à haute altitude la mer d'Ouest en Est, le long de la ligne de démarcation militaire aux fins d'espionnage. Le 15 octobre, à 12 h 03 un avion semblable venant du côté US s'était introduit également dans l'espace aérien»...

Ces activités d'espionnage sont aussi des manœuvres d'intimidation, leur permanence indique que l'occupation de la Corée du Sud par les troupes américaines constitue une menace permanente pour la République Populaire et Démocratique de Corée.

En bref...

- **RFA : LA FACE CACHÉE DE LA PROSPÉRITÉ** : ***Selon une étude récente, 50 000 emplois devraient être supprimés dans la ville de Dusseldorf, l'un des plus importants centre industriels ouest allemands, au cours des 10 prochaines années. Dans la métallurgie, ce sont 80 000 travailleurs (soit 25% des personnes employées dans cette branche de l'industrie) qui vont être mis au chômage partiel au cours des prochaines semaines. 300 ouvriers des chantiers navals de Hambourg vont se retrouver au chômage, 900 autres verront leur temps de travail réduit.***
- **DANEMARK : ELECTIONS ANTICIPÉES** : ***Le gouvernement social-démocrate de Joergensen, qui ne disposait que de 53 sièges sur 175 à l'assemblée, et gouvernait avec l'appui des partis conservateur et démocrate centriste, vient de dissoudre le parlement et a annoncé un scrutin anticipé pour le 15 février. Le gouvernement avait échoué sur la question du chômage, du budget militaire, du logement et de l'énergie.***
- **BELGIQUE : 10 % DE CHÔMEURS** : ***Selon les syndicats belges, il y a 350 000 chômeurs en Belgique, soit 10 % des travailleurs. Dans le pays minier, ils sont plus de 15 % dans la région de Liège. Des menaces de licenciements pèsent sur 600 ouvriers de Hainaut Sambre, usine métallurgique de Charleroi. 1 500 ouvriers sont en chômage technique sur les 6 000 de l'usine.***
- **ANGLETERRE** : ***Selon une déclaration d'Harold Wilson, ancien premier ministre britannique,*** *«les meilleures inventions britanniques ont profité aux Américains»,* ***à la faveur des accords prêts-bails conclus pendant la 2e guerre mondiale. Ces accords ont notamment permis aux USA d'obtenir la pénicilline, le radar, le moteur à réaction et l'hovercraft*** *«sans un penny de compensation».*

CHINE

Ouverture de la conférence pour que l'industrie s'inspire de l'exploitation pétrolière de Taking

Le président Houa Kouo-feng a reçu les 3 000 délégués participant à la conférence nationale pour s'inspirer de l'exploitation pétrolière de Taking et rattraper la houillère de Kailouan. Les ouvriers de l'exploitation pétrolière de Taking ont donné un exemple pour édifier une industrie moderne en comptant sur leurs propres forces, en triomphant des points de vue défaitistes et en mettant au poste de commandement la politique prolétarienne. La houillère de Kailouan a été fortement endommagé lors du tremblement de terre de la région de Tangchan, en août 1976 : en mobilisant toutes leurs forces pour la remise en activité rapide des mines, en défendant le point de vue juste que la Chine avait besoin du charbon et qu'il était possible de réparer les dommages causés par le tremblement de terre, les mineurs de Kailouan ont montré la voie de l'édification du socialisme en Chine ; au moment même où les quatre tentaient de saboter la révolution et la production, les mineurs de Kailouan faisaient la révolution et développaient la production.

La conférence pour s'inspirer de Taking et de Kailouan est inséparable de la conférence pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture : les deux conférences ensemble définissent la voie de développement socialiste de la Chine grâce à la dictature du prolétariat.

Après une attaque contre un poste marocain, à Amgalla, en janvier 77

Il y a quelques jours, le ministre de la défense de la République Arabe Sahraouie Démocratique dénonçait avec vigueur la nouvelle politique du roi du Maroc : des centres de regroupement de population sont organisés, les avions ratissent le désert, repèrent les nomades, mitraillent les troupeaux, tandis que l'armée d'occupation regroupe les nomades privés de bêtes et les enferment dans ces camps.

Mais, cette dénonciation était aussi l'annonce d'une victoire. Pour la première fois un de ces centres de regroupement se soulevait en coordination avec l'armée de libération et toute la population du camp pouvait gagner les zones arrières.

Au cœur des territoires occupés, la lutte du peuple sahraoui prend une vigueur nouvelle. Ceux qui sont restés dans les territoires occupés s'organisent, tandis que l'offensive El Ouali se poursuit. Les combats se portent à Bou Craa, Smara, Guelta Zemmour, Bojador dans la zone où les troupes d'occupation ont concentré leur dispositif militaire. Dans la dernière période à Metlani, région montagneuse proche d'Amgalla, les troupes marocaines ont tenté de prendre des positions occupés par le front, les trois bataillons lancés contre le front ont été repoussés avec de lourdes pertes.

Le soulèvement du camp de Bojador, comme la victoire de Metlani sont des faits nouveaux qui donnent la mesure de l'ampleur de l'offensive en cours. Le troisième congrès populaire du Front Polisario a joué un rôle important dans la mobilisation que cette offensive manifeste. Aujourd'hui, le noyau de l'armée populaire est concentré dans la zone la plus massivement contrôlée par l'ennemi. Le front nord et le front sud mènent la guerre des frontières, s'attaquent aux bases arrières. Mais c'est le front de l'intérieur qui joue le rôle décisif.

Il y a un an les premiers bombardements au napalm avaient lieu contre les camps d'Amgalla, Tifariti, Bir Lahlou, contraignant à l'exil les populations repliées. Une colonne blindée traversait le Sahara. Le roi du Maroc prétendait que le peuple marocain était entièrement uni derrière lui pour mener la guerre d'agression. Aujourd'hui la tentative du roi a échoué. A Casablanca devant les tribunaux les militants marxistes léninistes, les membres des organisations de masse risquent le tribunal militaire en proclamant leur attachement à l'autodétermination du peuple sahraoui. La lutte du peuple sahraoui bat en brêche les mensonges de la propagande royale, le peuple marocain ne veut pas de la guerre au Sahara.

En remportant des victoires, en tenant en échec pendant plus d'un an les forces armées royales, le peuple sahraoui a imposé la reconnaissance de la légitimité de son combat ; cela a des retentissements jusqu'au cœur des institutions internationales, retentissements encore limités mais qui grandiront à la mesure de la détermination et des succès du peuple sahraoui.

Grégoire Carrat

SAHARA

Au cœur du dispositif des occupants marocains

OFFENSIVE DU PEUPLE SAHRAOUI

INTERVIEW D'UN REPRÉSENTANT DE LA DÉLÉGATION EXTÉRIEURE DU F. POLISARIO

— Quotidien du Peuple : L'offensive «Chahid El Ouali» se développe depuis plusieurs mois et a remporté des succès importants. Peux-tu définir ses principales caractéristiques et sa signification dans la lutte pour la libération du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique ?

— L'offensive «Chahid El Ouali Mustapha Sayed», du nom de notre secrétaire général tombé au combat, est la mise en application des résultats de notre IIIe congrès qui a affirmé la volonté inébranlable de notre peuple et libéré la capacité d'initiative des masses. Le congrès populaire général a tracé les grandes lignes de notre action pour les mois et les années qui viennent, en l'axant sur l'élévation de la capacité de l'homme sahraoui et de sa conscience pour mettre en échec le complot impérialiste et réactionnaire qui vise toute la région.

Sur le plan militaire cela s'est traduit par la mise sur pied d'unités spéciales et de commandos de chocs, capables de porter des coups très durs à l'ennemi dans ses bases arrières. Les batailles de Oualte, Nrma, l'attaque du train minéralier de la Mauritanie, relèvent de cette tactique, qui consiste à viser les objectifs économiques et les garnisons de l'arrière.

D'autre part le combat s'est renforcé au cœur des territoires occupés. A Metlani lieu de la dernière grande bataille de l'intérieur, les forces armées royales (FAR) ont mobilisé trois bataillons pour déloger les guérilleros de leurs positions : l'attaque a été repoussée. Cette victoire, où nous défendons notre terrain, se combine à des attaques nombreuses contre les positions et les convois des troupes d'occupation, où nous leur infligeons des pertes élevées.

La tenue du Congrès, les orientations qu'il a définies, comme les victoires remportées ont mobilisé plus largement encore les masses. Dans les régions libérées comme dans les camps, les réfugiés ont pris une part de plus en plus active à la lutte et renforcent sans cesse notre potentiel.

— QdP : Il y a quelques temps le ministre des affaires étrangères de la République Arabe Sahraouie Démocratique était reçu au ministère des affaires étrangères en France. Peu après, Hassan II venait à Paris. La politique française connait-elle des modifications à l'égard du Front ?

— Le gouvernement français s'est montré dès les premiers jours prêt à soutenir Hassan dans sa guerre injuste. Tout en envoyant des armes au Maroc, les plus hautes autorités déclaraient leur *«opposition à la naissance d'un micro-Etat»*. A propos de micro-Etat, notre République a une population supérieure à celle de près de 25 Etats reconnus internationalement !

Hassan II est venu rassurer son «copain» Giscard d'Estaing, lui disant qu'on ne peut parler de guérilla. C'est vrai, pour lui il s'agit d'une guerre coûteuse. Je rappelle d'ailleurs qu'il y a peu de temps à la fin de 1976, deux Fouga Magister marocains ont été abattus et un pilote marocain fait prisonnier, un avion mauritanien a également été abattu et son pilote est mort.

A l'heure actuelle le gouvernement français qui se dit neutre et déclare soutenir le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, fournit encore l'essentiel de l'équipement militaire marocain et mauritanien et appuie «l'axe tripartite Paris-Madrid-Rabat», évoqué par Hassan II lors de sa visite en France.

La politique française s'aventure en soutenant une cause injuste et perdante bien qu'elle puisse jouer un rôle dans la recherche de la stabilité et de la paix dans le Nord Ouest africain.

— Le F. Polisario développe une grande activité diplomatique et un effort particulier semble se porter en direction de l'Afrique. Quelle place donnez-vous à la solidarité des peuples africains à l'égard de votre lutte ?

— Nous avons été victimes d'un black out et le Maroc a ainsi pu gagner une bonne position diplomatique. Cependant, la justesse de notre cause nous a permis de gagner la compréhension rapide de beaucoup de gouvernements. Nous portons un effort particulier en Afrique parce que ce sont les pays africains qui subiront les conséquences néfastes de la politique agressive.

Un sommet de l'OUA sur la question du Sahara en présence d'une délégation sahraouie, est prévu dans le trimestre qui vient. Les responsables africains prendront leurs responsabilités.

105 000 réfugiés sahraouis dans les camps

Le Croissant Rouge Sahraoui vient de rendre public le recensement officiel réalisé par le gouvernement de la République dans les camps de réfugiés en Algérie. Les camps sont organisés au Sahara sur la base de trois wilayas (régions administratives) de l'intérieur : la wilaya de El Aiun, qui regroupe les gens de la région de la capitale ainsi que de la côte jusqu'à la frontière marocaine et jusqu'à la hauteur de Bou Craa au Sud, regroupe 44 830 réfugiés. La Wilaya de Smara qui couvre Saguiet el Hamra, regroupe 35 320 réfugiés. La wilaya de Dakhla, compte 24 850 réfugiés.

Parmi la population regroupée en 25 camps, il y a 47 % d'enfants, précise le Croissant Rouge Sahraoui dans un appel adressé à un organisme universitaire international auquel il demande de l'aide pour assurer la scolarisation des enfants.

La réalisation de ce recensement était une des conditions pour permettre d'assurer l'organisation complète des camps, pour faire des populations qui ont dû quitter le Sahara, non pas une masse de réfugiés, mais des noyaux de la lutte de libération.

Dès le début de l'exil forcé, les Sahraouis ont affirmé leur volonté d'assurer eux-mêmes leur administration. Le recensement, la détermination précise des besoins qui l'ont accompagné sont un succès, qui nous dicte de poursuivre la campagne de solidarité entreprise depuis le début de la «marche verte». Derrière ces chifftes (il faut pour un enfant, un kilo et demi de viande par mois, six kilos de fruits, huit kilos de pâtes, huit kilos de légumes ; trois chemises, quatre pulls, trois pantalons, cinq paires de chaussettes, trois crayons, deux stylos, deux cahiers), derrière ces chiffres, il y a un peuple au combat. Ces besoins sont ceux de la liberté et de l'indépendance du Sahara.

Dans les zones occupées

LA LUTTE DU PEUPLE

Mokhtar Ould Mohammed (charbonnier), Ould Maelainine (marchand de bois), deux nomades venus vendre des chèvres, Zaidane Ould Mohamed (commerçant) sont en prison à Smara. L'armée marocaine leur fait subire les tortures mises au point dans les prisons du Maroc. Fatma Ment Mahjoub Ould Badi et Ment Dakhni Ould Ismail ont été enlevés et se trouvent en prison. Salam Ould Ali, Ould Mailid et son frère El Bachir sont morts sous la torture.

Ce sont les nouvelles qui arrivent de Smara. A El Aïoun, après les bombardements opérés par le Front contre le quartier général marocain, les troupes d'occupation ont opéré une rafle parmi les sahraouis, enfermant femmes et enfants. Seuls les noms de Laabaid, Taib, Salkou, Souklek sont connus. Dans les deux villes, tout Sahraoui qui se trouve dans la rue après 17 heures, est jeté en prison. Les conditions de vie se sont aggravées. Le thé vendu auparavant 275 pesetas, coûte aujourd'hui 400 pesetas, la farine coûte 500 pesetas le kilo, au lieu de 340.

Enfermés de force dans les villes, ayant perdu toute possibilité d'activité depuis quelques temps, l'armée marocaine ayant organisé des centres de regroupement, les Sahraouis reçoivent de 1 à 2 kilos de farine par personne et par mois, de 1 à 2 kilos de riz, un demi ou un kilo de sucre et 5 à 10 boîtes de sardines. Dans certains cas des sardines sont périmées et certaines ont été distribuées après que les services sanitaires marocains aient constaté qu'elles étaient responsables de maladies parmi les soldats.

La brutalité de ces agressions est la manifestation de la crainte des troupes marocaines, pour lesquelles tout Sahraoui est un ennemi.

Dans les hameaux stratégiques, comme dans les villes, la résistance s'organise. Le camp de Bojador où étaient emprisonnées 250 personnes s'est soulevé et avec l'aide de l'Armée Populaire de Libération, les habitants du camp ont pu rejoindre les bases du Polisario.

Dans les villes occupées comme sur le Front, et dans les camps de réfugiés, le peuple sahraoui est entièrement dans le combat.

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- **A un abonnement au choix à :**
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- **Et à un livre ou un disque au choix :**

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- **Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»**
- **Sur présentation de la carte**

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours)
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

DANS NOTRE COURRIER

BRETONCELLES

UN JUGEMENT BIEN COMPLAISANT

Les lecteurs du Quotidien se souviennent de la lutte résolue des travailleurs de l'usine Piron à Bretoncelles. Ces travailleurs avaient licencié leur patron en décembre 74 et mené une lutte de plus d'un an contre la fermeture de leur entreprise.

Au deuxième trimestre 1976, l'entreprise était reprise par M. Chevrier, qui refusait de réembaucher les outilleurs, qui avaient été les plus actifs dans la lutte.

Peu après la réouverture de l'entreprise, rebaptisée la SODEM, une ouvrière de l'usine, Mme Choissard, avait eu la main droite déchiquetée par une presse le 30 avril 76. Cette ouvrière avait porté plainte et le tribunal de Grande Instance d'Alençon vient de condamner le directeur de l'entreprise à une amende de 200 F. Sans doute est-ce pour remercier M. Chevrier de ne pas avoir embauché d'ouvriers combatifs ?

Correspondant Bretoncelles

TOUT MON SOUTIEN

Camarades, je voudrais vous exprimer dans cette lettre tout mon soutien car chaque nouveau numéro du QdP m'apparaît être une victoire de votre travail et de tous les correspondants régionaux qui participent à la constitution du journal.

Le 8 janvier, vous avez publié une lettre d'un camarade de Ste Geneviève des Bois. Je suis d'accord avec lui sur quelques points : les coquilles qui nuisent à certains articles.

L'importance de la page «courrier des lecteurs». La solution a été trouvée et l'abonnement en colonne est aussi chouette, ceci prouve que le QdP grandit et se renforce en acceptant les critiques et en en tirant les leçons. Mais je crois que pour qu'on se sente à l'aise pour envoyer des critiques, des propositions il faut veiller toujours plus à ce que son contenu soit directement issu de la réalité des masses (hommes, femmes, ouvriers, paysans, étudiants et lycéens), des questions qu'elles se posent et de leurs conditions de vie.

Ça serait chouette que dans une colonne «Débat» on puisse établir des correspondances et parvenir à éclaircir des points ou à démystifier par la publication ce que peut représenter le Programme Commun, par exemple (...)

Le Quotidien du Peuple continue à m'apporter beaucoup de connaissances et d'outils d'analyse et je souhaite que face à l'information bourgeoise, le Quotidien du Peuple grandisse (...)

Je souhaite vous envoyer très prochainement des photos d'une cité.

Salutations amicales
J.A. 33. Yvrac

L'Intercommunal Free Dance Music Orchestra :
- **F. Tusques (piano)**
- **A. Winkler (trombone)**
- **J. Maka (saxs)**
- **M. Marre (trompette)**
- **S. Ateba (percussions africaines**
- **G. Culchen (percussions)**
- **P. Balp (musicien de Diaouled Ar Menez), (accordéon, bombarde)**
- **Et le chanteur espagnol Carlos Andréu, jouera :**

Mercredi 26 janvier
45 rue d'Ulm à 20 h 30
On pourra notamment danser la Gavotte.
Entrée : 15 F

ANGERS

ETUDIER L'HISTOIRE DU PEUPLE

Camarades,

Le Quotidien s'est affirmé depuis sa parution, comme un journal s'inscrivant dans la voie de la lutte, permettant, au niveau de ses différents rubriques, l'expression populaire.

A l'université d'Angers, il s'est constitué un cercle d'étudiants en Histoire cherchant cette voie contre le fouillis des connaissances réactionnaires qui nous sont imposées. L'enjeu est pour nous décisif: soit ingurgiter pendant trois ans, de la première année à la licence, une histoire figée et arriérée, qui tend à faire de nous des intellectuels bien pensants coupés de la réalité ; soit engager un travail constructif en investissant des secteurs de l'Histoire jusqu'ici délibérément abandonnés et enterrés.

Le cercle tient le 26 janvier, une réunion large sur le Campus dans le but d'appeler le maximum d'étudiants d'Histoire et d'autres sections à se joindre au travail déjà engagé.

Le Quotidien du Peuple peut-il faire paraître dans ses pages, ce court communiqué et aussi ce qui sera plus intéressant, dans les jours à venir, un compte-rendu de la réunion qui se tiendra le mercredi 26 janvier.

D'avance merci
Amitiés révolutionnaires

Le cercle d'étudiants en Histoire de la Faculté d'Angers

CHARLEVILLE

Critique de la journée d'action de jeudi

Chers camarades,

(...)Dans ma section du SGEN, nous avons estimé à l'unanimité qu'un tel mot d'ordre ne pouvait que diviser et décourager la riposte au plan d'austérité : il divise les enseignants combatifs en ceux qui feront la grève quand même et ceux qui ne le feront pas parce qu'ils sont convaincus de son inutilité(...)

Correspondant Charleville

AMIENS
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL D'ÉTOUVIE.

Amiens
Centre social et culturel d'Étouvie,
du 15 janvier au 7 février,
Le comité des Amitiés franco-Chinoises
organise une exposition sur la Chine

Débat : La justice en Chine
Jeudi 27 janvier à 20 h 45
Avec des personnes
ayant séjourné en Chine en 1972, 1974 et 1976

Vente de livres, affiches, disques, timbres, etc.

ETUDIANTS ABONNEMENT SPÉCIAL 5 MOIS 100 F

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
.....

Crédit Lyonnais : Agence ZU 470
Compte n°7713 J

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

7e épisode

Etienne se jeta à pied dans le raidillon ; impossible de grimper une côte pareille à vélo. Il se tordait les chevilles dans les ornières et donnait de l'orteil sur les cailloux. En haut de la côte, la maison familiale attendait, carrée, éclairée par d'étroites fenêtres. Elle semblait loin au garçon si près du but. Les nuages avaient recouvert la vallée et roulaient maintenant à la verticale. Ils descendaient écraser la maison et l'enfant, plongeant la vallée dans une demi-obscurité. Les sapins craignaient la foudre et grinçaient.

Etouffé par cette masse, Etienne fit un effort désespéré ; son vélo pesait trop lourd, ses jambes refusaient l'effort et ses pieds se meurtrissaient sur les pierres. Un premier éclair fit éclater un hêtre ; les nuages crevèrent d'un seul coup. L'eau dévalait de la montagne, arrachant sous les pieds d'Etienne les cailloux et la terre du chemin. Le dos courbé, les jambes fouettées par les tourbillons d'eau, il attendit, accroché à sa bicyclette, que s'éloigne l'orage.

Le tonnerre roula une dernière fois vers Saint-Martin ; Etienne releva sa tête noyée. Il faisait nuit. La pluie, douce maintenant, rendait plus sensible le silence. Les oreilles transformaient en mirage les rares effets sonores : des cloches d'église sonnaient le tocsin, une foule soupirait, une femme hurlait, un enfant pleurait. Ce n'était que la cloche d'une vache, le bruissement des feuilles et de l'eau glissant de la montagne, les aboiements d'un chien de l'autre côté de la vallée. Etienne avait confondu le sifflement de sa propre respiration avec les pleurs d'un enfant.

La montagne enveloppait le garçon de bruit, d'eau et de nuit. Il resta seul avec elle un moment, puis le souvenir de son voyage, de son but, lui revint. La maison — ses fenêtres oranges dans la nuit — l'attendait à cinquante mètres. De la porte ouverte, venaient des voix : il ne put résister et lança « Ohé ! Ohé ! » en prenant son élan.

Une silhouette se dressa devant la porte : dans un visage sombre, des dents blanches souriaient.

— Voilà Etienne. Oyé, niño ! Tu es Etienne, n'est-ce pas ?

Flatté d'être reconnu par cet étranger, le garçon lui abandonna son vélo et se laissa pousser au milieu de la pièce, ébloui, les pieds en sang, la chemise gluante de pluie et de sueur, les cheveux fous.

La famille, son père, sa mère, sa sœur, l'étranger même, tous s'écrièrent :

— Qu'il est sale !

Personne n'embrassa Etienne. On lui donnait en passant des tapes dans le dos, le père allait chercher le tub, l'étranger faisait chauffer de l'eau, la sœur lui arrachait sa chemise et sa mère lui enlevait ses culottes :

— Regardez, il n'a pas de caleçon !

— Vous avez vu son paquet ? C'est horrible !

— Et ses pieds !

— Admirez la chemise !

— Le pauvre !

— Le sale !

Assis tout nu sur une chaise, Etienne acceptait gaiement les insultes. Après cette journée de fatigue, de peur, de soif et de faim, il jouissait de sa récompense. Le sang bourdonnait doucement dans ses oreilles, la chaleur du feu lui cuisait le dos. Sa mère remplissait le tub.

— C'est assez chaud ?

Etienne tâta du pied.

— Non, pas assez !

Dans la cheminée, le père et l'Espagnol jetèrent des brassées de bois ; ils versèrent une seconde marmite dans le tub.

— Et maintenant ?

Dignement, il risqua un orteil.

— Aïe ! Aïe ! Ça brûle !

Et, se tenant le pied d'une main, il faisait d'horribles grimaces.

— Ce qu'il est douillet ! Mets ton pied dans l'eau et remue. Pas comme ça ! Tu éclabousses partout ! Et maintenant ?

— Ça va !

Se laissant glisser de sa chaise, Etienne s'assit, le derrière et les jambes dans l'eau ; il se lava d'abord la figure :

— J'ai les joues propres. Venez m'embrasser !

On accourut. Mais Emeline hurla :

— Vous avez vu ses oreilles ?

Alors, ce fut une ruée : la sœur prit du coton, le père la brosse, la mère le savon. Cerné, lavé, gratté, Etienne criait :

— Je me noie, je me noie !

L'étranger remplissait d'eau tiède des casseroles qu'il vidait sur la tête d'Etienne. Puis, tous reculèrent pour admirer leur travail.

SANTÉ

UNE NUISANCE INDUSTRIELLE

LA BRONCHITE CHRONIQUE

Une toux grasse, irritante dès le réveil, qui commence un hiver, dure une semaine, puis deux, puis trois... avec laquelle on s'habitue à vivre.

Elle revient l'année d'après, dure plus longtemps, puis ne nous quitte plus, même quand il fait beau.

«Une toux et des crachats pendant plus de trois mois par an», telle est la définition médicale de la bronchite chronique.

La bronchite chronique s'accompagne parfois de poussées de fièvre avec crachats purulents : elle est alors infectée.

Un microbe bactérien s'est ajouté à l'irritation bronchite habituelle. La toux devient plus importante, permanente, a du mal à draîner le surplus de crachats infectés.

Traitée dès les premiers signes (nous verrons plus loin que le traitement essentiel consiste à supprimer les causes d'irritation), la bronchite guérira sans séquelles.

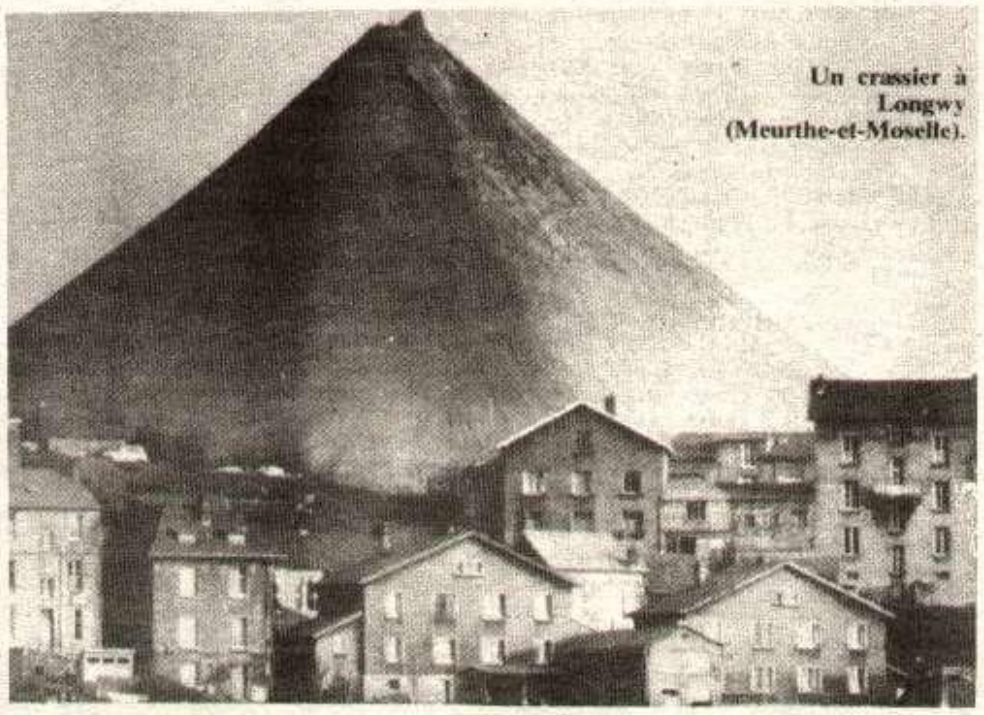
Si elle s'installe, si on traite de manière insuffisante les complications (infections microbiennes), elle devient alors permanente, gênant la respiration.

Le cœur se fatigue si la toux est trop fréquente, les échanges gazeux se font mal au niveau des poumons, c'est l'insuffisance respiratoire chronique.

La bronchite chronique occupe en France le quatrième rang des maladies mortelles avec un chiffre de 40 000 décès annuels, proche de celui de l'infarctus et six fois supérieur à celui de la tuberculose.

LA POLLUTION INDUSTRIELLE RESPONSABLE

Maladie grave qui handicape lourdement la vie, elle n'est pas reconnue comme maladie professionnelle bien qu'il soit établi que la pollution industrielle est responsable dans une large part.



Un crassier à Longwy (Meurthe-et-Moselle).

Les travailleurs de force, exposés aux intempéries ont quatre fois plus de bronchite chronique que les employés de bureau. Les mineurs sont aussi largement touchés, contraints par le salaire au rendement à respirer en permanence de la poussière de silice.

COMMENT SE PRODUIT LA BRONCHITE CHRONIQUE ?

Tels des fruits accrochés à un arbre, les poumons sont formés de minuscules sacs, ou alvéoles tous rattachés aux bronches et à l'air libre au moyen de canaux (bronchioles).

Ces alvéoles souples se gonflent et s'emplissent d'oxygène, se dégonflent et éliminent le gaz carbonique du sang échangé contre l'oxygène au travers de la membrane alvéolaire qui est au contact des vaisseaux.

Tapissées de minuscules cils comme une brosse, les alvéoles sont recouvertes d'un film liquide, genre de lubrifiant qu'elles sécrètent.

Les cils sont animés d'un mouvement, toujours le même, vers le haut, qui permet aux poumons d'évacuer les poussières qui auraient pu arriver jusqu'aux alvéoles, et le mucus en surplus lors d'une infection par exemple.

Pour que le dispositif fonctionne, il ne faut pas qu'il soit envahi de poussières, ou que les alvéoles soient irritées gravement. Il est alors dépassé.

Lorsque les alvéoles sont irritées en permanence par l'inhalation de poussières ou de produits chimiques irritants acides, elles réagissent en augmentant la fabrication de mucus. Les cils, gênés dans leur travail s'immobilisent, certains disparaissent. Le film devient plus visqueux, inefficace, s'évacue mal, forme des bouchons. Les alvéoles réagissent par la toux, qui irrite encore, les crachats sont en partie éliminés, mais le mucus se reforme aussitôt. Si les causes d'irritation persistent, c'est le cercle vicieux, la bronchite chronique s'installe.

C'est la porte ouverte aux microbes, qui ont toute latitude pour se développer dans les alvéoles qui n'évacuent plus les poussières.

La fièvre apparaît, on parle alors de surinfection par un microbe.

Nous verrons dans un prochain bloc-notes, quelles sont les principales causes de bronchite et comment la soigner.

Docteur QdP

Programme télé

MERCREDI 26 JANVIER

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... Raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
22 h 00 - Championnats d'Europe de patinage artistique.
23 h 00 - TF 1 actualités

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Switch. *Série policière américaine*
21 h 30 - C'est-à-dire
23 h 00 - Juxe box
23 h 30 - Journal de l'A 2

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Le corbeau. *Hommage à H.G. Clouzot*

le quotidien du peuple

TRENTE SIX ENQUÊTEURS A L'AFFÛT DES CHÔMEURS

CHOMEURS ON VOUS SURVEILLE !

Eric Bréhat

Attendant un décret ministériel qui devrait être édicté à brève échéance, un corps spécial d'enquêteurs a été recruté par l'Agence pour l'Emploi. Le «Quotidien du Peuple» publiait hier la «fiche de fonction» définissant la tâche pour le moins inquiétante de ces enquêteurs. Il ne faudrait pas croire pour autant que le contrôle des chômeurs est une nouveauté à l'ANPE. M. Bevilaqua, ancien chef de centre à Marseille, en sait quelque chose.

LA MÉTHODE BEVILAQUA

Ainsi que le rappelle obligeamment Oheix, «délégué à l'emploi» auprès du ministre du travail, dans sa note du 3 décembre 76 (cf. document), l'un des rôles de l'ANPE est d'effectuer «les opérations de contrôle de la qualité de bénéficiaires de l'aide publique sont effectuées par les sections locales de l'ANPE». Aussi l'ANPE n'avait pas attendu la décision gouvernementale de création d'un corps d'enquêteurs pour contrôler les chômeurs.

Un employé de l'ANPE de Marseille se souvient : «Depuis 68-69, on a eu un chef de centre régional «de pointe». Maintenant, il est directeur technique au niveau national. Il s'agit de Bevilaqua. Il avait mis sur pied un service d'employés qui procédaient, on peut le dire, avec des méthodes policières. Elles se sont poursuivies jusqu'à ces derniers temps. Elles n'étaient pas du tout «officielles», mais pouvaient donner lieu à des pressions morales du genre : «on sait que vous faites tel travail, vous avez intérêt à retirer votre demande d'emploi, sinon...»

Et de cette façon, il était inutile de procéder à une radiation par d'autres voies. A la limite, les méthodes officieuses, telles qu'elles étaient pratiquées à Marseille et à Paris pouvaient être plus policières que la méthode actuelle. Je m'explique : dans la mesure où les enquêteurs ont un statut officiel, qui leur donne un certain pouvoir d'investigation, on en connait les limites. On sait que ça va jusqu'à la filature. Mais au niveau syndical, la lutte est facilitée par le fait qu'on sait exactement sur quoi on peut se battre, alors qu'avant, il n'y avait rien d'officiel».

La fiche de fonction que nous avons publiée hier indique clairement que la fonction des enquêteurs est exclusivement répressive, et que les moyens mis en œuvre relèvent de l'enquête policière au sens strict du mot (les enquêtes policières peuvent se faire «dans les règles» ou donner lieu à des «bavures»)

Pour l'instant, il ne semble pas que la direction générale de l'ANPE ait l'intention de poursuivre sur la lancée des enquêteurs formés par Bevilaqua. Ainsi, sur Marseille, deux enquêteurs «non officiels» avaient été formés, et opéraient sur la région. Ce sont deux autres employés qui ont été recrutés par concours, M. Pellegrini et Manin. Mais on peut fort bien penser qu'une fois passées les réactions que susciteront à nouveau l'entrée en service des enquêteurs, leurs prédécesseurs pourront les relayer. Ce ne sont pas les textes définissant la fonction d'enquêteur qui l'empêcheront.

MINISTERE DU TRAVAIL

DELEGATION A L'EMPLOI

REPUBLIQUE FRANCAISE

PARIS, le 3 décembre 1976

N° 40/76

LE MINISTRE DU TRAVAIL

à Messieurs les Préfets
à Messieurs les Directeurs Régionaux du Travail et de la Main-d'Oeuvre
à Messieurs les Directeurs Départementaux du Travail et de la Main-d'Oeuvre
à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale pour l'Emploi

OBJET : CONTROLE DE LA SITUATION DE DEMANDEURS D'EMPLOI.

Ainsi que vous le savez, les services de l'Agence Nationale pour l'Emploi sont chargés, en vertu de l'article L. 330-2 du Code du Travail, d'effectuer par délégation des services du Travail et de la Main-d'Oeuvre, les opérations de contrôle de la qualité de bénéficiaires de l'aide publique aux travailleurs privés d'emploi. L'article R. 351-18 du Code du Travail précise que les sections locales de l'Agence peuvent procéder ou faire procéder à des enquêtes.

La responsabilité de l'Agence Nationale pour l'Emploi dans le domaine du contrôle des bénéficiaires de l'aide publique est particulièrement lourde dans la conjoncture actuelle et il convient de donner à l'Agence des moyens supplémentaires. Un corps d'enquêteur vient donc d'être constitué.

1° - STATUT DES ENQUETEURS.

Les enquêteurs seront des [illegible] l'Agence Nationale pour l'E[illegible] sonnelle de service les [illegible] sitées [illegible]

fac similé

[illegible] enfin, [illegible] le contrôle a été réclamé par un autre organisme [illegible] recevra de la Direction Départementale du Travail et de la Main-d'Oeuvre communication du rapport de l'enquêteur et, le cas échéant, des mesures prises en matière de placement et d'aide publique.

Les premières enquêtes seront effectuées dans les conditions exposées ci-dessus à partir des premiers jours de décembre 1976.

POUR LE MINISTRE DU TRAVAIL
LE DELEGUE A L'EMPLOI

G. OHEIX

Deux menaces :
• LES ENQUÊTES SYSTÉMATIQUES
• LES ENQUÊTES SUR LA RUPTURE DU CONTRAT

Le document que nous publions aujourd'hui émane directement du ministère du travail. Notons la remarque «conjoncturelle» présentée en justification de la création du corps d'enquêteurs : *«La responsabilité de l'Agence Nationale pour l'Emploi dans le domaine du contrôle des bénéficiaires de l'aide publique est particulièrement lourde dans la conjoncture actuelle, et il convient de donner à l'Agence des moyens supplémentaires»*.

Présentée par ailleurs comme une tâche «normale», la création du corps d'enquêteurs est ici nettement rattachée à la période, c'est à dire à l'aggravation du chômage et, par conséquence, à toutes les tentatives gouvernementales visant à «éliminer» le nombre de chômeurs et le montant global des indemnités qui leur sont dues.

Deux éléments nouveaux par rapport à la «fiche de fonction» que nous avons publiée hier sont à noter. D'une part la mention explicite de la possibilité *«d'enquête sur les conditions de la rupture du contrat de travail en cas de départ volontaire ou de faute grave»*. Cet élément est particulièrement menaçant, car dans ces deux cas, les indemnités sont inférieures à ce qu'elles sont en cas de licenciement économique. Par exemple l'aide publique n'est pas accordée en cas de faute professionnelle grave. Que vise alors une enquête, à postériori, sur la façon dont s'est faite la rupture du contrat de travail. A revoir le montant des indemnités ? Nous avons prouvé que non. A étudier le «profil» du chômeur, à chercher des éléments prouvant que le chômeur en question refuse systématiquement les offres qu'on lui fait, à justifier pour cette raison une éventuelle radiation ? Peut-être. La circulaire ministérielle ne s'expliquant pas sur ce point, il faut croire que c'est le cas.

D'autre part la possibilité *«d'enquêtes systématiques portant sur une catégorie particulière de bénéficiaires»* est envisagée. Là aussi, sans justification. Il n'est pas difficile de les imaginer, et elles peuvent conduire à un flicage en règle de certaines catégories de chômeurs (jeunes, immigrés...) selon le désir du ministère du travail.

Ces deux points ont été dénoncés par le syndicat CFDT de l'ANPE, et au terme d'une lutte en sourdine entre employés de l'Agence et direction, ont été «provisoirement» suspendus, comme l'indique une circulaire que nous publierons demain. La menace existe toujours, et nous montrerons demain très précisément la façon dont elle pourrait se préciser, dans un premier temps.

DOCUMENT

Objet : Contrôle de la situation de demandeurs d'emploi.

Ainsi que vous le savez, les services de l'Agence Nationale Pour l'Emploi sont chargés, en vertu de l'article L.330-2 du Code du Travail, d'effectuer par délégation des services du Travail et de la Main-d'Oeuvre, les opérations de contrôle de la qualité de bénéficiaires de l'Aide Publique aux travailleurs privés d'emploi. L'article R. 351-18 du Code du Travail précise que les sections locales de l'Agence peuvent procéder ou faire procéder à des enquêtes.

La responsabilité de l'Agence Nationale Pour l'Emploi dans le domaine du contrôle des bénéficiaires de l'Aide Publique est particulièrement lourde dans la conjoncture actuelle et il convient de donner à l'Agence des moyens supplémentaires. Un corps d'enquêteurs vient donc d'être constitué.

1) - STATUT DES ENQUETEURS.

Les enquêteurs seront des agents du centre régional de l'Agence Nationale Pour l'Emploi. Ils seront munis d'une carte personnelle de service les habilitant à procéder aux investigations nécessitées par leurs fonctions. Ils seront tenus au secret professionnel.

2) - OBJET DES ENQUETES

Les enquêtes tendront à vérifier la situation de certains demandeurs.

Elles pourront porter :

- sur les conditions de la rupture du contrat de travail
- sur l'inscription comme demandeur d'emploi (disponibilité du demandeur)
- sur les ressources de l'allocataire ou des personnes dont les revenus sont pris en compte pour l'application du barême des ressources.

Une enquête sur les conditions de la rupture du contrat de travail pourra se révéler nécessaire en cas de départ volontaire ou de faute grave.

Si l'enquêteur constate que la rupture du contrat a déjà fait l'objet d'une intervention de l'Inspection du Travail, il devra alors se mettre en rapport avec les services de l'Inspection.

Si le salarié a saisi le Conseil des Prud'hommes, l'enquêteur donnera néanmoins un avis sur les conditions de la rupture du contrat. En effet, ainsi que vous le savez, les allocations d'Aide Publique sont souvent versées à titre provisionnel en attendant l'intervention du jugement.

Chaque enquête pourra mais ne devra pas obligatoirement porter sur l'ensemble des points précités.

En principe, les enquêtes seront destinées à apporter des informations sur les allocataires dont la situation pose des problèmes particuliers. Toutefois, à titre exceptionnel, il sera possible d'envisager l'organisation d'une série d'enquêtes systématiques portant sur une catégorie particulière de bénéficiaires.

3) - SAISINE DES ENQUETEURS

Le Centre Régional de l'Agence centralise les demandes d'enquêtes individuelles provenant soit des sections départementales de l'Agence, (elles-mêmes saisies par les Agences Locales de l'Emploi) soit des Directions Départementales du Travail.

Les demandes d'enquêtes des Agences Locales de l'Emploi seront motivées notamment par l'attitude du demandeur d'emploi à l'égard des offres de placement qui auront pu lui être faites. Le Centre Régional de l'Agence appréciera la suite à donner à ces demandes.

Celles émanant des Directions Départementales du Travail et de la Main-d'Oeuvre porteront sur les comportements ou les faits de nature à modifier la situation des allocataires au regard de l'aide publique. Ces demandes d'enquête pourront être la conséquence d'interventions des ASSEDIC ou d'autres organismes comme les Caisses d'Assurance Maladie ou d'Allocations Familiales. Le Centre Régional de l'Agence prendra les dispositions nécessaires pour les faire effectuer.

La Section Départementale de l'Agence et la Direction Départementale du Travail et de la Main-d'Oeuvre se tiendront informées des décisions prises dans leurs domaines respectifs et informeront le Centre Régional de l'Agence.

Enfin, si le contrôle a été réclamé par un autre organisme ce dernier recevra de la Direction Départementale du Travail et de la Main-d'Oeuvre communication du rapport de l'enquêteur et, le cas échéant, des mesures prises en matière de placement et d'aide publique.

Les premières enquêtes seront effectuées dans les conditions exposées ci-dessus à partir des premiers jours de décembre 1976.

Pour le Ministre du Travail
Le délégué à l'Emploi

G. CHEIX